

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 503
Mai-Juillet 2012
49^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 500 F CFA

DANS CE NUMERO

- PSA: seule la lutte sur des bases de classe peut faire reculer les patrons
- Non à la mystification électorale! Pour la reprise de la lutte de classe! Pour la révolution communiste mondiale!
- Espagne: Grève des mineurs des Asturies et de la métallurgie de Vigo. Pour la défense intransigeante des conditions de vie du prolétariat! Pour la lutte avec les moyens et les méthodes de classe!
- Sauvetage du système bancaire espagnol
- Lutte des mineurs espagnols. «Marche Noire»: Le théâtre de la lutte des classes
- Pour sauver leur économie. Les bourgeoisies espagnole et internationale promettent aux prolétaires plus d'exploitation, plus de souffrance et plus de misère
- Sur le fil du temps. Marxisme et misère
- Le 8 mars: la société bourgeoise fête la double oppression de la femme prolétaire!

Karl Marx Le rôle historique du prolétariat

Dans son mouvement économique, la propriété privée s'achemine elle-même vers sa propre dissolution; mais elle le fait uniquement par une évolution indépendante d'elle, inconsciente, qui se réalise contre sa volonté et que conditionne la nature des choses: uniquement en engendrant le prolétariat en tant que prolétariat, la misère consciente de cette misère morale et physique, l'humanité consciente de cette inhumanité qui, du fait de cette conscience, s'abolit en se dépassant. Le prolétariat exécute la sentence que la propriété privée prononce contre elle-même en engendrant le prolétariat, tout comme il exécute la sentence que le travail salarié prononce contre lui-même en engendrant la richesse d'autrui et sa propre misère. Si le prolétariat remporte la victoire, cela ne signifie pas du tout qu'il soit devenu le côté absolu de la société, car il ne l'emporte qu'en s'abolissant lui-même et en abolissant son contraire. Dès lors le prolétariat a disparu tout autant que la propriété privée: son contraire qui l'implique.

Si les auteurs socialistes attribuent au prolétariat ce rôle historique, ce n'est pas du tout (...) parce qu'ils considèrent les prolétaires comme des dieux.

C'est plutôt l'inverse. Dans le prolétariat pleinement développé se trouve pratiquement achevée l'abstraction de toute humanité, même de l'apparence d'humanité; dans les conditions de vie du prolétariat se trouvent condensées toutes les conditions de vie de la société actuelle dans ce qu'elles peuvent avoir de plus inhumain. Dans le prolétariat, l'homme s'est en effet perdu lui-même, mais il a acquis en même temps la conscience théorique de cette perte; de plus la misère qu'il ne peut plus éviter ni farder, la misère qui s'impose à lui inéluctablement - expression pratique de la nécessité -, le contraint directement à se révolter contre pareille inhumanité; c'est pourquoi le

(Suite en page 2)

Après la dernière représentation du cirque électoral

La Relève de la garde assure la continuité de la politique bourgeoise

LES POMPIERS SOCIAUX AU GOUVERNEMENT

La longue représentation du cirque électoral s'est enfin achevée, et elle s'est achevée sur le résultat prévu. La relève de la garde bourgeoise s'est effectuée en bon ordre, Sarkozy et la droite ont cédé la place à Hollande et l'alliance PS-Verts: les pompiers sociaux sont arrivés au gouvernement. Ce n'est pas nous qui le disons, mais le fameux Alain Minc, «éminent conseiller» de Sarkozy. Dans un interview à un quotidien patronal, il a déclaré: «cette alternance est une bénédiction pour la société et une malédiction pour l'économie. Si Nicolas Sarkozy avait été réélu, le pays aurait été très difficile à gouverner. Cela aurait engendré une frustration terrible dans une partie de la population. Un jour ou l'autre cela aurait débouché sur des violences. L'élection de François Hollande a apaisé des brûlures» (1).

Le rôle des pompiers sociaux, les partis de gauche avec leurs relais naturels dans les organisations sociales et syndicales, est effectivement, comme se réjouit ce grand bourgeois, d'apaiser les situations d'affrontements, d'éteindre les foyers de tensions sociales - ou en tout cas d'oeuvrer dans ce sens - afin de préserver le bon ordre de la société capitaliste. Les prolétaires d'avant-garde ne peuvent crier à la trahison: ce rôle

que remplissent à fond les partis de gauche quand ils sont au gouvernement, est le pendant du rôle de dévoiement, d'étouffement ou de sabotage des luttes qu'ils jouent en permanence avec leurs compères syndicaux, même et surtout quand, dans l'opposition, ils prennent la pose d'adversaires des politiques bourgeoises anti-ouvrières et antisociales.

La puissance et l'efficacité de la machinerie démocratique électorale sont telles que le Parti Socialiste, largement usé et déconsidéré il n'y a pas si longtemps par ses années au pouvoir, a de nouveau attiré à lui des millions d'électeurs qui l'ont gratifié d'un succès électoral retentissant, et que le PCF autrefois moribond, a retrouvé, sous les oripeaux new-look du Front de Gauche, un nouveau souffle de vie.

La polarisation sur les individus qui est caractéristique de la politique bourgeoise, n'a pas comme seule conséquence d'alimenter le réflexe du «vote utile» dont se lamentent les partis trotskystes, désespérés de voir leurs électeurs attirés par les sirènes des grands partis réformistes; elle sert aussi à redonner à chaque fois une nouvelle vigueur au système électoral qui est la clé de voûte du système politique bourgeois. Les échéances électorales apparaissent ainsi comme le moment où les «citoyens» ont leur mot à dire, le seul moyen à leur disposition pour modifier la politique gouvernementale en votant

contre le Méchant Individu qui est responsable de tout le mal; «Il faut virer Sarkozy!», tel était au fond l'argument de tous, de la gauche à l'extrême-gauche, y compris de ceux qui affirmaient être de purs révolutionnaires parce qu'ils ajoutaient que «cela ne suffira pas».

En réalité ce ne sont pas des individus ou des groupes d'individus qu'il faut changer à la tête de l'Etat; c'est l'Etat lui-même qu'il faut attaquer et démanteler, pour pouvoir ensuite changer l'organisation économique et sociale, c'est-à-dire liquider le capitalisme. Mais cela, ça passe par une véritable insurrection armée - pas une insurrection civile à coups de bulletins de vote à la Mélenchon! -, la révolution et l'instauration de la dictature du prolétariat, et donc pas par la voie des élections....

DÉMOCRATIE RONGÉE

Le cirque électoral a donc une fois encore donné satisfaction aux bourgeois, et pourtant une certaine inquiétude commence à poindre. *Le Monde* s'inquiétait ainsi dans un éditorial du «mal qui ronge notre démocratie» (2): les élections législatives de juin sont en effet celles qui ont connu le plus fort taux d'abstention de toute l'histoire de la Ve République, soit, en ne considérant que le

(Suite en page 2)

Lutte étudiante au Québec

Le 13 février 2012, une grève générale étudiante illimitée a été déclenchée au Québec contre la hausse des frais de scolarité décrétée par le gouvernement libéral (de droite) de Jean Charest. La hausse projetée est de 1625\$ sur cinq ans, ce qui représente une augmentation phénoménale de plus de 80% pour des frais qui sont actuellement à 2168\$ par année, sans compter les frais afférents qui augmentent constamment et qui représentent une façon déguisée de hausser le coût de l'éducation. L'intention avouée est de rattraper la moyenne canadienne qui se situe autour de 4000\$ par année.

A présent, le Québec a les frais de scolarité les plus bas en Amérique du Nord. Une augmentation de 500\$ sur cinq ans avait déjà été adoptée en 2007 comme premier pas vers une déréglementation des frais de scolarité. A la mi-avril, le mouvement de grève regroupait plus de 200 000 étudiants dans tout le Québec, dont un peu plus de 170 000 en grève générale illimitée, des universités et des CEGEP (collège d'études générales et professionnelles, un niveau d'enseignement intermédiaire entre l'école secondaire et l'université).

La hausse a été décidée par le gouvernement Charest lors de son budget en 2010 qui était marqué par de nombreuses mesures brutales visant à détruire progressivement les avantages sociaux dont jouissent les prolétaires et la population laborieuse, dont notamment une taxe-santé annuelle de 200\$ par personne, sans tenir compte du revenu,

alors que le système de santé public québécois tombe en ruines.

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, déclarait alors qu'une «révolution culturelle» était nécessaire pour faire comprendre aux travailleurs québécois que les services publics ont un prix, à savoir qu'ils doivent être privatisés progressivement afin d'augmenter le taux de profit de la bourgeoisie. On devrait plutôt parler dans ce cas d'une contre-révolution culturelle! Malgré les propos du ministre Bachand les services publics n'ont jamais été «gratuits», ils ont été financés par les impôts et les taxes dont le poids principal retombe sur la classe ouvrière.

Le mouvement de protestation des étudiants s'est rapidement développé à partir du 13 février, marqué par des manifestations de plus en plus nombreuses, dont quelques-unes ont viré à l'affrontement avec les forces policières. Le 7 mars eu lieu la manifestation la plus mouvementée et un étudiant du nom de Francis Grenier a pratiquement perdu l'usage d'un oeil. La colère des étudiants et de tous ceux et celles qui les soutiennent a alors monté d'un cran et le mouvement étudiant en fût galvanisé. Le dimanche 18 mars une manifestation familiale rassemblait plus de 30.000 personnes à Montréal et des milliers d'autres à Québec et Sherbrooke.

Le 22 mars une manifestation nationale avait lieu à Montréal avec plus de 200 000 participants, ce qui en faisait une des plus grosses manifestations politiques de l'histoire du Québec et même du Canada! Le gouverne-

ment Charest fait la sourde oreille aux revendications étudiantes et véhicule une propagande démagogique et profondément malhonnête au sujet des étudiants qui ne voudraient pas donner leur «juste contribution» pour sauver le système d'éducation et l'assainissement des finances publiques!

Venant d'un gouvernement marqué par bien des scandales et qui n'hésite pas à donner des millions de dollars aux banques et autres grandes entreprises, tout en imposant des mesures d'austérité drastiques à la classe ouvrière, c'est tout simplement révoltant!

A mesure que le mouvement s'est étendu la répression policière est devenue de plus en plus brutale, marquée par de nombreuses arrestations, ainsi que par un matraquage des médias bourgeois sur les étudiants «gâtés, irresponsables et vandales».

Cela n'a pas empêché que les manifestations étudiantes se soient multipliées et amplifiées à partir du mois d'avril, notamment avec les manifestations nocturnes qui ont débuté à la fin de ce mois pour dénoncer l'intransigeance et la mauvaise foi du gouvernement. La police de Montréal a tenté vainement de les empêcher en les décrétant «illégales», mais sans succès. Des manifestations semblables se sont déroulées à Québec ou se trouve le siège de l'Assemblée Nationale du Québec, sorte de parlement québécois. Devant la résistance opiniâtre des étudiants et de leurs partisans, le gouver-

(Suite en page 6)

La Relève de la garde assure la continuité de la politique bourgeoise

(Suite de la page 1)

premier tour, 42,78% des inscrits (contre 39,5% d'abstentions en 2007, 35,6% en 2002, etc.).

Sachant que toutes les enquêtes sociologiques montrent que le taux d'abstention mais aussi le nombre de non inscrits sur les listes électorales est le plus élevé parmi les catégories «ouvriers», «employés», «chômeurs», on peut en conclure, sans même tenir compte du fait que les prolétaires étrangers ne votent pas, qu'une fois encore la majorité des prolétaires n'est pas allé voter. Si cette conclusion doit être relativisée par la participation nettement plus forte, quoiqu'elle aussi en diminution, à la présidentielle, elle n'en révèle pas moins la perte continue d'influence du système politique bourgeois sur une grande partie de la classe ouvrière. Il est significatif à cet égard que les groupes électoraux pseudo-révolutionnaires, dits de la «gauche de la gauche», non seulement ne profitent pas de cette relative perte d'influence du système électoral et de la gauche bourgeoise qui le fait vivre, mais en sont au contraire les premières victimes. Tant est difficile le mariage de la carpe électorale et du lapin «révolutionnaire»...

Cet affaiblissement régulier de l'encadrement démocratique de la classe ouvrière est un fait éminemment positif qui sans aucun doute augure bien du futur réveil de la lutte prolétarienne; il n'est cependant encore que relatif et la démocratie, c'est-à-dire en définitive l'adhésion à l'idéologie et à la pratique de la collaboration entre les classes, conserve encore la plus grande partie de sa néfaste puissance. Elle la conservera au minimum aussi longtemps que la bourgeoisie impérialiste aura encore la possibilité d'assurer sa base matérielle sous la forme de concessions aux prolétaires, d'«avantages» sociaux divers et du maintien de conditions de vie acceptables pour la masse prolétarienne.

C'est précisément cette possibilité que la crise économique persistante enlève de plus en plus à la bourgeoisie qui, surtout dans les pays les économiquement les plus faibles, est contrainte de pressurer toujours plus ses prolétaires pour en extraire davantage de profits.

Alors que dans Allemagne encore florissante, les capitalistes ont pu récemment concéder des augmentations de salaires, en Grèce qui est devenue le véritable laboratoire de l'austérité européenne, les salaires du privé, à la suite de ceux du public, ont baissé en moyenne de 22,5% entre 2010 et 2011, et devraient continuer à baisser dans la même proportion cette année, le chômage, selon les statistiques officielles publiées à la mi-mai, ayant atteint au premier trimestre 22,6% (quels sont les chiffres réels?) (3).

MAIS TOUJOURS VIVANTE DE PARIS À ATHÈNES!

Et pourtant la force des traditions démocratiques implantées depuis des décennies est telle que la farce électorale a, là-bas aussi, parfaitement fonctionné; les Conservateurs truqueurs et corrompus y ont remporté les élections au détriment de Syriza, parti intégralement réformiste et pro-capitaliste, mais qui avait le tort de prévoir, non pas le rejet, mais la renégociation des mesures d'austérité imposées aux habitants et aux prolétaires par la troïka européenne comme condition de son aide économique.

Le nouveau gouvernement français, soi-disant adversaire de la rigueur, n'avait pas été le dernier à menacer, par les voix de Fabius et de Hollande, les électeurs grecs des pires catastrophes s'ils avaient le malheur de voter pour des candidats réticents à obéir aux injonctions européennes pour une rigueur aggravée...

Il n'y a donc aucun automatisme entre les attaques capitalistes qui provoquent la dégradation de la condition des prolétaires, et la rupture avec la paralysante praxis démocratique interclassiste qui se traduira par le retour en force de la lutte de classe. Le poids des véritables chiens de garde de la démocratie et de l'ordre capitaliste que sont les diverses forces réformistes et collaborationnistes, ne peut disparaître du jour au lendemain. Il faudra toute une série d'expériences concrètes, y compris douloureuses, de la véritable nature de ces forces et de la démocratie bourgeoise, pour que des minorités prolétariennes d'avant-garde commencent à rompre durablement avec elles, à s'organiser sur des bases de classe, anti-collaborationnistes et anti-démocratiques, et à mobiliser à leur suite le reste des prolétaires dans cette voie.

Comme l'ont toujours fait ses prédécesseurs de gauche venus au pouvoir lors de grandes crises économiques ou sociales, le nouveau gouvernement Hollande s'emploiera à conjurer la menace que l'accentuation de la pression et de l'exploitation capitalistes fait peser sur la paix sociale et sur l'ordre bourgeois.

Bien davantage que sur les maigres miettes accordées aux prolétaires (misérable «coup de pouce» au SMIC, retraite à 60 ans rétablie pour quelques dizaines de milliers de travailleurs en attendant une nouvelle augmentation de l'âge de la retraite pour les autres) qui sont dénoncées pour le principe par les patrons, la droite et l'extrême droite, bien davantage qu'une ultra-timide démagogie contre les riches, le gouvernement, pour calmer les travailleurs, pourra compter sur l'aide irremplaçable des organisations syndicales; accourues pour participer à la comédie de la «Conférence sociale» qu'organise chaque nouveau président, celles-ci en ont profité pour faire passer à la trappe toutes les revendications les plus pressantes des travailleurs.

Alors que la vague des licenciements et des «plans sociaux» retardés pour cause de campagne sarkozyste commence à déferler, posant de façon évidente le besoin d'une riposte générale des prolétaires, les appareils syndicaux ne cherchent qu'à organiser leur isolement, leur impuissance et leur passivité.

Alors que le gouvernement affirme haut et fort qu'il n'entend pas régulariser plus de sans-papiers que le gouvernement précédent, les organisations de soutien à ces derniers abandonnent la revendication de régularisation de tous les travailleurs pour la demande d'un simple «moratoire des expulsions». On pourrait multiplier les exemples qui démontrent que pour se défendre contre les patrons et contre le gouvernement dans la période menaçante qui s'ouvre, les prolétaires ne pourront compter que sur leurs propres forces, sur leur propre détermination et sur leur propre organisation de classe.

La rupture avec la pratique et les orientations défaitistes des organisations et des partis collaborationnistes sera, si l'on peut dire, encore plus nécessaire sous un gouvernement de gauche parce que les prolétaires vont se trouver face à un front gouvernement-syndicats encore plus compact qu'hier sous un gouvernement de droite.

LE GOUVERNEMENT HOLLANDE DÉFENSEUR INDÉFECTIBLE DES INTÉRÊTS CAPITALISTES

Dans l'interview citée plus haut, Alain Minc se croyait obligé de tempérer son jugement sur le nouveau gouvernement en disant qu'il représentait une *malédiction* pour l'économie; il faisait surtout allusion aux déclarations de Hollande sur la fiscalité (les fameux 75%, la fin des «niches fis-

cales», etc.). Dans les faits, les déclarations sur la justice fiscale ont peu à peu perdu d'intensité (le projet d'une grande réforme de la fiscalité ayant déjà été enterré), alors même que les inégalités n'ont cessé de croître au cours des années, les riches s'enrichissant toujours plus et payant de moins en moins d'impôts (4)!

L'accent mis par les nouveaux gouvernants, à la suite d'un rapport ad hoc de la Cours des Comptes, sur les déficits et la nécessité de trouver d'urgence des milliards d'économies sert à préparer les esprits aux mesures d'austérité ou de «rigueur» (le mot interdit dans la propagande officielle!) exigées par les centres capitalistes.

Au niveau européen le gouvernement n'a en réalité pas dérogé à la ligne d'imposition de l'austérité suivie par le gouvernement Sarkozy, sinon de façon marginale: les mesures adoptées, lors du 6^{ème} de ces sommets européens «de la dernière chance», en faveur d'une croissance censée soulager cette austérité, ne sont en réalité que des mesures cosmétiques sans grande portée.

Le résultat est que contrairement aux sombres prévisions qui annonçaient que la finance internationale s'attaquerait immédiatement à un gouvernement socialiste censé être son ennemi (comme l'avait déclaré mélodramatiquement Hollande lui-même), celle-ci l'a jusqu'ici implicitement soutenu, au point que les emprunts levés par l'Etat français ne l'ont jamais été à un prix aussi bas!

Si la situation de l'impérialisme français n'impose pas (ou pas encore) la prise brutale de mesures anti-ouvrières aussi drastiques qu'en Espagne ou en Grèce, ces mesures se profilent tout de même et le gouvernement n'hésitera pas à les mettre en oeuvre. De nombreuses déclarations, aussi bien de dirigeants patronaux français que de représentants gouvernementaux allemands ou de financiers internationaux (5), indiquent que pour améliorer la santé chancelante du capitalisme français le gouvernement devra continuer dans la voie des mesures antisociales (retraites, etc.) et surtout s'attaquer, comme ses partenaires européens, à la «réforme» du marché du travail pour en finir avec les «rigidités» qui empêchent de plier complètement les prolétaires aux besoins du capital: le CDI en particulier est dans la cible. Les organisations patronales, et en premier lieu la «puissante» UIMM (Union des Industries Métallurgiques et Minières, successeur de l'ancien «Comité des Forges»), poussent à une forte baisse des charges sociales patronales (qui constituent le salaire dit *indirect*) par leur transfert sur l'impôt (CSG ou «TVA sociale»), pour rétablir le taux de profit capitaliste (6).

POUR LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE!

Les prolétaires n'ont donc pas à se réjouir du départ de Sarkozy: c'est toujours l'un de leurs ennemis qui siège à l'Elysée et qui dirige le gouvernement à la tête de l'Etat bourgeois, avec la différence que cet ennemi est plus dangereux encore à cause des soutiens, y compris «critiques», dont il jouit de la part d'organisations prétendant défendre les travailleurs, ou de partis se disant «à la gauche de la gauche».

S'ils veulent se défendre, il n'auront pas d'autre voie que celle de la lutte ouverte, véritable, à l'opposé des mobilisations perdues d'avance qu'organisent régulièrement les appareils syndicaux – avec le soutien de l'extrême-gauche. Si «compliqué» ou hors de portée que cela puisse paraître, la reprise de la lutte de classe est la seule solution pour résister aux attaques en cours et à celles, plus dures qui viennent.

Et c'est aussi la voie pour pouvoir demain aller plus loin, vers l'**attaque révolutionnaire contre le capitalisme mondial et ses Etats.**

l'OCDE, 26/4/12.

(4) Une étude de l'INSEE sur les riches avait établi que de 2004 à 2008, le revenu (avant impôt) des 50% les moins aisés a augmenté de 5% tandis que le revenu des 0,01% les plus riches a augmenté de 33%. cf *Alternatives Economiques*, juin 2010;

(5) On peut lire à ce sujet le texte instructif publié le 8/3/12 par *Chevreux*, organisation d'investissement international dépendant du Crédit Agricole, qui a largement circulé sur internet. On y lit entre autres que Hollande «politicien chevronné» qui avait été conseiller économique de Mitterrand lors du tournant de la rigueur, «clarifiera» sa position sur la réforme du marché du travail, une fois passées les élections. cf *Politoscope n°3*, www.chevreux.com

(6) cf *Le Monde*, 14/7/12

Karl Marx Le rôle historique du prolétariat

(Suite de la page 1)

prolétariat peut, et doit nécessairement, se libérer lui-même. Or il ne peut se libérer lui-même sans abolir toutes les conditions de vie inhumaines de la société actuelle, que résume sa propre situation. Ce n'est pas en vain qu'il passe par la rude mais vivifiante école du **travail**.

Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se représente momentanément. Il s'agit de savoir **ce que** le prolétariat **est** et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet **être**. Son but et son action historique lui sont tracées, de manière tangible et irrévocable, dans sa propre situation, comme dans toute l'organisation de la société bourgeoise actuelle.

La Sainte Famille, Chapitre IV, 4 (Editions Sociales 1972, p. 47-48)

« Il Comunista » Nr. 125 - Maggio 2012 Nell'interno

- Ancora elezioni, ancora illusioni e inganni! I proletari hanno un'altra strada da scegliere: rompere con l'inganno democratico e riconquistare il terreno della lotta di classe, aperta, decisa, inconciliabilmente opposta agli interessi di conservazione sociale della classe borghese e dei suoi servitori!
- Solo con la lotta di classe i proletari di tutti i paesi potranno riprendere nelle loro mani il destino del proprio futuro!
- La classe del proletariato, oggi ancora incapace di porsi sul terreno della lotta di classe, per non subire più le conseguenze del dispotismo economico e sociale esercitato dalla borghesia, dovrà indirizzare la sua azione di lotta verso la comunanza di interessi di classe, coi metodi e i mezzi della lotta di classe e non con i metodi della violenza individuale
- Elezioni amministrative? Inganno continuo di una democrazia in putrefazione.
- Alcuni cenni sulla Siria(2). Il dominio francese
- Massacro di Tolosa: il nemico pubblico n. 1 è il capitalismo!
- Fascismo: politica sociale e sindacalismo fascista (RG, dic. 2011)
- Il proletario [I lavoratori Arpac Multiservizi, Astir, Napoli Servizi e SIS - Documento lavoratori Arpac - Che cosa prevede per i proletari la manovra del governo Monti? - Capitale contro salario]
- L'astensionismo rivoluzionario della Sinistra comunista d'Italia
- Romanzo di una strage (di Stato) - Di chi la colpa?
- 8 marzo: la società borghese festeggia la doppia schiavitù della donna proletaria!
- 29 marzo 2012. Sciopero generale in Spagna. Contro i tagli e le misure antioperaie della borghesia! Contro la politica collaborazionista dei sindacati gialli!

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abbonamento: 8 €, 25 FS; £ 6 - Abbonamento di sostegno 16 €, 50 FS; £ 12.

(1) cf *Les Echos*, 22-23/6/12

(2) cf *Le Monde*, 12/6/12

(3) Selon l'AFP citant un rapport de

PSA: seule la lutte sur des bases de classe peut faire reculer les patrons

La nouvelle officielle de la fermeture de l'usine Peugeot d'Aulnay pour 2014 tombe au moment où nous bouclons ce journal. C'est à vrai dire tout sauf une surprise: les syndicats avaient déjà publié il y a un an un texte interne de la direction qui l'annonçait.

Les dirigeants de Peugeot avaient affirmé qu'il s'agissait seulement d'une étude théorique qui n'était «plus d'actualité», mais en fait ce texte détaillait très exactement la marche qu'ils suivent aujourd'hui avec l'annonce de 8000 suppressions de postes dans les différents établissements en France (il n'y a pas d'informations sur le sort des usines à l'étranger, mais le texte prévoyait la fermeture de l'usine de Madrid) après les 4000 décidés en novembre dernier, le gros morceau étant constitué par l'usine d'Aulnay qui compte 3300 salariés, dont 300 en intérim. La fermeture de celle-ci entraînera inévitablement la perte de plusieurs milliers d'emplois chez les sous-traitants (7000 selon une estima-

tion des patrons de PME).

Il faut relever au passage que, selon le *Journal du Dimanche* du 14/7 la direction du groupe avait tenu le gouvernement informé de ses intentions, au point de discuter de certaines des modalités du plan de suppression d'emplois (1). La direction de PSA a en effet besoin de l'aide de l'Etat, ne serait-ce que pour restructurer sa branche financière (PSA Finances, organisme de prêt aux acheteurs), ou pour demander une aide financière à la Commission européenne.

Bien entendu les travailleurs n'ont pas été mis au courant, Montebourg jouant même la comédie il y a quelques semaines, en demandant publiquement que PSA l'in-

forme de ses intentions! Hollande a affirmé dans sa déclaration du 14 juillet qu'il n'accepterait pas... non pas les licenciements, mais les «licenciements secs» et que le *plan social* devait être «renégocié» (mais où et quand a-t-il été négocié?). Le souci premier du gouvernement est sans doute d'éviter un conflit dur, mais il veut surtout aider les entreprises de la construction automobile en difficulté face au recul du marché en raison de la crise et face à la concurrence. Il serait donc absurde de s'imaginer pouvoir trouver en lui un allié potentiel face à Peugeot!

Mais c'est pourtant ce que prétendent ouvertement certains syndicats en dépit de leur réputation de combativité. SUD, dont les militants et sympathisants à Aulnay appelaient le 12 juillet, jour où la décision de PSA a été connue, à la grève illimitée, marie cet appel à la lutte dans son

communiqué à un appel franchement **pro-capitaliste** au gouvernement «pour mettre en place un plan d'ensemble de la filière automobile assurant l'avenir et maintenant tous les emplois du secteur, notamment à PSA (en intégrant les sous-traitants); imposer un plan national d'innovation et de développement de l'automobile du futur, intégrant les impératifs écologiques; mettre en place un fonds patronal mutualisé, financé par les entreprises du secteur de l'automobile (Renault, Toyota, etc.) pour maintenir l'activité!»

Les autres syndicats d'Aulnay étaient hostiles à la grève et pour plus de sûreté ils n'ont pas posé la question aux travailleurs rassemblés devant l'usine, se contentant de leur demander s'ils étaient favorables à la «mobilisation»! On a vu un

(Suite en page 3)

(Tract diffusé lors du premier mai 2012)

Non à la mystification électorale! Pour la reprise de la lutte de classe! Pour la révolution communiste mondiale!

Prolétaires,

La crise économique actuelle que le capitalisme, dans tous les pays, a les plus grandes difficultés à surmonter, n'est que la dernière en date des crises économiques et sociales qui ont rythmé le développement du capitalisme depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elle démontre que la société basée sur la recherche du profit et l'exploitation des travailleurs s'enfonce toujours plus dans des contradictions insolubles qui ont comme conséquence la détérioration des conditions de vie de la population, et, surtout, des grandes masses prolétariennes. Pour les capitalistes, la crise économique signifie risquer de perdre tout ou partie des profits qu'ils encaissent sous la protection «démocratique» de l'Etat bourgeois, de ses lois, de sa police et de ses armées; pour les prolétaires cela signifie risquer de perdre son travail, son salaire, sa vie. Tout en se livrant entre eux à une concurrence acharnée, les capitalistes de tous les pays s'unissent pour faire retomber le poids de la crise sur les travailleurs: ce n'est en effet qu'en les exploitant encore plus, qu'en les pressurant encore davantage, qu'en réduisant les dépenses «improductives» pour le capital, mais **vitales** pour les prolétaires, comme les retraites, les assurances sociales, etc., et qui font en réalité partie du salaire) qu'ils peuvent extorquer des profits supplémentaires indispensables au rétablissement de leur économie.

Si les couches les plus défavorisées des travailleurs sont les plus touchées, tombant dans une précarité de plus en plus grande, les secteurs les mieux lotis – y compris la fameuse «*aristocratie ouvrière*» sur laquelle s'appuie le réformisme défenseur du capitalisme – ne sont pas à l'abri, ni même certaines couches de la petite-bourgeoisie, menacées de ruine et de prolétarianisation. Un des effets les plus pernicieux de la crise capitaliste est l'augmentation de la **concurrence entre prolétaires**; la concurrence, la *guerre de tous contre tous*, est le modus vivendi de la société bourgeoise, qui conduit inévitablement à des affrontements de plus en plus graves entre groupes capitalistes, entre Etats, jusqu'à des guerres ouvertes, la concurrence entre les travailleurs, entre les jeunes et les vieux, entre les hommes et les femmes, et en particulier aujourd'hui entre les Français «de souche» et les «étrangers» (même s'ils sont français!) est provoquée et attisée par la bourgeoisie afin de protéger le capitalisme et de maintenir sa domination de classe.

Face à la pression de plus en plus écrasante qui pèse sur eux, les prolétaires n'ont d'autre solution que de s'unir et de s'organiser pour opposer aux patrons et à l'Etat la force de leur nombre. Les bourgeois savent parfaitement que les prolétaires ne peuvent opposer une résistance efficace aux attaques que s'ils luttent et s'organisent sur le terrain de classe, avec les méthodes, les moyens et les objectifs de classe; c'est pourquoi ils font toujours tout pour l'empêcher en les divisant, en les appelant à la défense de l'entreprise ou de la nation, en leur désignant comme concurrents ou adversaires les travailleurs des autres entreprises, des autres corporations, des autres nationalités, etc.

Mais cette politique constante de division des rangs ouvriers serait impossible sans le rôle actif des appareils politiques et syndicaux réformistes, **collaborationnistes**, qui, tout en prétendant défendre les travailleurs, sabotent leurs luttes, les détournent vers des impasses et diffusent les poisons du légalisme, du nationalisme et du chauvinisme. Un énième exemple en a été donné il y a 2 ans lors du mouvement contre la réforme des retraites: les directions syndicales en liaison avec l'Elysée, ont contrôlé le mouvement, sabotant toutes les possibilités qu'il se transforme en lutte réelle, puis, après son échec soigneusement préparé, elles ont présenté comme la solution, les élections présidentielles, tout en sachant parfaitement que le PS n'avait aucune intention de supprimer la réforme de Sarkozy...

Prolétaires,

La lutte de classe que la bourgeoisie mène dans tous les pays a deux grands objectifs: 1) plier le prolétariat qui est la force vive à qui elle extorque la plus-value aux exigences du capitalisme, en le liant sur le terrain économique comme sur le terrain politique, à la conservation du capitalisme; 2) réprimer, directement ou indirectement, les tentatives de groupes de prolétaires de s'organiser et de lutter de façon indépendante de classe pour la défense de leurs intérêts immédiats et futurs. Pour réaliser ces objectifs, l'Etat et toutes les institutions bourgeoises (justice, police, armée, Ecole, Eglises médias...) ne suffisent pas: il faut l'oeuvre constante, capillaire, de forces sociales proches ou issues des rangs prolé-

riens: les forces **collaborationnistes** du réformisme politique et syndical.

Le réformisme, le collaborationnisme, ne met jamais en question le mode de production capitaliste et l'Etat bourgeois (et donc la domination sociale de la bourgeoisie), il recherche toujours la conciliation entre les intérêts prolétariens et les intérêts bourgeois. Même quand il prend des poses combatives, il fait toujours dépendre la défense des conditions de vie et de travail des prolétaires, des intérêts de l'entreprise et de l'économie: défense des salaires ou de l'emploi **si** l'entreprise fait des profits! Acceptation de sacrifices en termes de salaires, de rythme de travail ou d'emploi, si c'est nécessaire pour que l'entreprise soit concurrentielle! Acceptation de la concurrence entre travailleurs et de la lutte contre l'absentéisme si cela permet la hausse de la productivité, etc.

Le réformisme, le collaborationnisme, est si nécessaire à la bourgeoisie que même en période de crise elle consacre des ressources importantes au fonctionnement du réseau des institutions de la collaboration entre les classes, au financement des syndicats et des partis politiques – sans parler du système électoral et des prébendes qu'il signifie pour des dizaines de milliers d'élus, de l'énorme masse de subventions accordées aux associations les plus diverses qui contribuent à tisser sans cesse le fameux «*lien social*» censé s'opposer aux affrontements de classes, contribuant de façon déterminante à l'**intoxication démocratique** et conservatrice des prolétaires.

Prolétaires,

L'expérience historique a montré à la bourgeoisie que les méthodes de la démocratie sont les plus efficaces pour assurer le maintien de son pouvoir, en faisant croire aux exploités qu'il leur serait possible de défendre pacifiquement leurs intérêts grâce aux institutions démocratiques, grâce à une (illusoire) égalité politique entre tous les citoyens. En réalité cette égalité politique formelle ne fait que masquer l'**inégalité fondamentale** de la société bourgeoise entre ceux qui ne possèdent rien que leur force de travail et les capitalistes, à qui ils sont obligés de se vendre pour vivre. Les élections ne sont que l'une des mystifications du système démocratique bourgeois dont une autre expression est le mythe de la **conciliation entre les classes** par laquelle les réformistes prétendent dépasser les antagonismes au nom d'un «*partenariat social*», et dont le **nationalisme** est la conséquence logique. Si autrefois ce sont les partis de droite et d'extrême droite qui étaient les fourriers du nationalisme, depuis belle lurette les partis réformistes de gauche ou d'«*extrême gauche*» font de même en se rangeant ouvertement sous le drapeau tricolore, ou en préconisant le **protectionnisme** économique. Le nationalisme implique pour les prolétaires d'accepter en temps de paix de sacrifier leurs intérêts pour défendre le capitalisme national dans la concurrence économique, et, demain, en temps de guerre, d'accepter de sacrifier leur vie pour celui-ci: sous le capitalisme, **la paix prépare la guerre**. Si la révolution prolétarienne ne réussit pas à le renverser à temps, le capitalisme n'hésitera pas à plonger l'humanité dans un troisième conflit mondial pour tenter de résoudre ses contradictions internes lorsque celles-ci auront atteint une intensité extrême.

Prolétaires!

Quels que soient les politiciens au gouvernement, de gauche ou de droite, le capitalisme prépare un avenir de sacrifices, de misère, de larmes et de sang. Aucune élection n'empêchera que la situation que connaissent aujourd'hui la Grèce le Portugal et l'Espagne, la situation qui se profile en Italie et en Grande-Bretagne, sera inévitablement celle demain de la France: offensive accentuée des capitalistes contre les travailleurs, avec son cortège de baisses de salaires et des prestations sociales, de vagues de licenciements, d'augmentation du despotisme social et de la répression policière. Les tensions internationales risquent d'y ajouter l'éclatement de nouvelles interventions militaires impérialistes, y compris sous des prétextes faussement «humanitaires» comme ce fut le cas en Libye.

Les travailleurs ne sont pourtant pas condamnés à rester éternellement les victimes impuissantes et passives du capitalisme; ils détiennent une force potentielle immense car ce sont eux qui par leur travail font vivre tout ce système.

Pour que cette force se matérialise, les rendant capables non seulement de résister aux capitalistes et à leur Etat, mais même de se fixer l'objectif d'abattre le capitalisme, les travailleurs devront prendre la voie de l'**organisation** et de la **lutte de classe**, en **rupture** complète avec les orientations et les pratiques défaitistes du réformisme collaborationniste. L'histoire a démontré qu'en luttant sur des bases de classe, en se lançant dans l'affrontement ouvert contre tous les exploités, le prolétariat était capable de tenir tête à la classe bourgeoise et de la renverser.

Il le redeviendra demain en retrouvant ses armes de classe et en s'organisant autour de son **parti de classe** pour diriger la lutte jusqu'à la révolution internationale et à l'instauration de son propre pouvoir dictatorial de classe, étape nécessaire pour déraciner le capitalisme et ouvrir la voie à la société communiste sans classes et sans exploitation.

De même que renaîtra le mouvement prolétarien de classe, de même renaîtra le parti révolutionnaire de classe, internationaliste et international! En créant dans le monde entier les prolétaires, la bourgeoisie aura créé ses propres fossoyeurs!

PSA: seule la lutte sur des bases de classe peut faire reculer les patrons

(Suite de la page 3)

front rassembler le syndicat-maison (SIA), FO, etc. et les «ultras de la CGT-LO» (selon l'expression du *Figaro*) contre la grève, bien que spontanément les ouvriers aient arrêté la production (2). Pour les militants de Lutte Ouvrière qui dirigent la CGT locale qui multiplient les déclarations ronflantes sur la «guerre» déclarée par la direction, «une grève illimitée serait une erreur tactique», il faut laisser passer les vacances et attendre septembre. Le refus de la grève est aussi la ligne suivie par les syndicats de Rennes qui prévoient une «grande marche» en septembre (!), bien que là aussi certains travailleurs, conscients que les syndicats voulaient les faire marcher disaient que «c'est maintenant qu'il faut se rebeller» (3).

Il est sûr que la direction avait prévu de faire son annonce 15 jours avant les départs en vacances pour éviter au maximum le risque d'une grève: si l'usine Aulnay doit fermer dans un peu plus d'un an, il lui faut encore produire des milliers de voitures! Les travailleurs n'ont pas d'autre arme que le blocage de la production et l'extension de la lutte aux autres usines; cela ne signifie pas que la seule solution était forcément de déclencher la grève (ou plutôt de la généraliser) au moment où les annonces ont été faites, mais les syndicats laissent en fait un mois et demi à la direction et au gouvernement pour s'efforcer de calmer les choses. Mais surtout l'unité syndicale défendue dans les faits par les militants de Lutte Ouvrière (y compris derrière la proposition d'un «comité de lutte») signifie l'unité avec les adversaires résolus de la lutte qui ne songent qu'à négocier avec la direction. C'est une voie qui ne peut mener qu'à la défaite.

La rupture avec les organisations engagées dans la collaboration avec les patrons et les orientations interclassistes, l'emploi des méthodes et des moyens classistes, l'organisation sur des bases de classe sont indispensables pour mobiliser tous les travailleurs et mener la lutte avec des chances de succès. Alors qu'une vague de suppressions d'emplois se dessine dans beaucoup de secteurs, ceci est vrai chez PSA comme partout.

14/07/2012

(1) Le *JDD* cite un «proche» de Hollande disant que les annonces de PSA auraient été plus «dramatiques» sans ces contacts, démontrant qu'il y a déjà eu une négociation dans le dos des prolétaires: patrons et gouvernement, même «de gauche», sont bien des compères!

(2) «Le groupe veut faire baisser la production, ne lui faisons pas ce plaisir», déclaration de la déléguée du SIA à *Libération*, 13/7/12.

(3) *Libération*, ibidem

Espagne: Grève des mineurs des Asturies et de la métallurgie de Vigo Pour la défense intransigeante des conditions de vie du prolétariat! Pour la lutte avec les moyens et les méthodes de classe!

Depuis le 23 mai les mineurs, surtout des Asturies mais aussi des provinces de Leon, Palencia et ailleurs, sont en grève illimitée pour exiger du gouvernement central qu'il ne supprime pas les subventions à la production de charbon, ce qui signifierait pratiquement sa disparition. A partir de début juin les travailleurs des transports

La politique anti-ouvrière menée par la bourgeoisie en Espagne comme dans les autres pays frappés par la crise capitaliste mondiale (augmentation de l'âge de la retraite, réformes des lois du travail, etc.), d'abord par un gouvernement socialiste et maintenant par le gouvernement de droite du Parti Populaire, ainsi que la répression contre les travailleurs, les licenciements qui se comptent par milliers chaque mois dans toutes les villes espagnoles, les coupures dans les services de base ou les baisses de salaire généralisées dans la Fonction Publique, ont jusqu'ici submergé les prolétaires qui ont vu leurs conditions de

vie se dégrader sans qu'il semble y avoir aucune alternative.

Il n'y a pas de doute que le mécontentement social s'est considérablement accru, surtout parmi la classe ouvrière qui supporte plus qu'aucune autre tout le poids de la dite situation d'urgence au nom de laquelle la bourgeoisie cherche à modifier la législation sociale qui accordait encore il y a peu quelques avantages sociaux aux travailleurs, et la situation dans les entreprises où le despotisme patronal ne cesse de s'accroître jusque dans les moindres circonstances. Mais ce mécontentement ne se manifeste encore que

urbains, puis les professeurs intérimaires des Asturies se sont joints à la grève. De leur côté, les travailleurs des chantiers navals auxiliaires de Vigo ont mené diverses manifestations durant le mois de mai qui se sont soldées par des affrontements directs tant avec la police qu'avec les membres du comité d'entreprise.

comme une vague expression de malaise, démocratiquement orientée vers la protestation citoyenne, symbolique, légaliste et confiante dans la capacité des lois bourgeoises à sauver la barque en train de couler... En somme une situation de frustration socialement acceptée à laquelle il semble ne pas y avoir de remède.

Les syndicats jaunes, qui non seulement sont financés plus ou moins directement par l'Etat et les entreprises où ils existent, mais qui, en outre, ont inscrit dans leurs principes la défense de l'économie nationale, le maintien à tout prix de la bonne marche de la

Lutte des mineurs espagnols

«Marche Noire» : Le théâtre de la lutte des classes

Le mardi 11 juillet dernier deux cent mineurs venant de différentes régions d'Espagne où existent encore, quoique de façon extrêmement difficile, des mines de charbon sont arrivés à Madrid après avoir marché pendant plusieurs semaines. Ils furent accueillis dans la capitale par des dizaines de milliers de personnes qui ont littéralement paralysé toute la partie ouest de la ville. Le lendemain la

Depuis des mois les régions minières d'Espagne, et particulièrement dans les Asturies, connaissent un conflit provoqué par le refus du gouvernement Rajoy de respecter l'accord minier et de maintenir les subventions à l'extraction de charbon qui sont indispensables pour que les entreprises minières continuent à fonctionner; en effet, étant donné sa rentabilité quasi nulle, cette activité ne subsiste que grâce aux subsides de l'Etat, accordés, de façon toujours plus limitée, depuis les années 80 précisément pour éviter que leur arrêt ne débouche sur un conflit social.

Les travailleurs des mines en grève illimitée dès avant l'été ont recouru à des actions de sabotage continuelles sur les routes des zones touchées, se sont affrontés résolument à la police et à la Guardia Civil et ont même mobilisé en solidarité des villages entiers des régions minières. De leur côté, les entreprises d'extraction du charbon appuient tacitement une lutte qui, si elle était victorieuse, leur permettrait de bénéficier des grasses subventions qui les font vivre. Alors que les prolétaires, et pas seulement ceux qui sont directement employés dans les mines, luttent pour défendre leurs conditions d'existence et emploient des méthodes qui ne respectent pas le cadre de la légalité bourgeoise, les bourgeois semblent encourager un front unique pour obtenir un objectif commun.

Le conflit des mines en Espagne correspond à une situation enkystée depuis des décennies. L'extraction du charbon est subventionnée pour maintenir la paix sociale dans des régions historiquement frondeuses, où la lutte prolétarienne a connu quelques uns de ses épisodes les plus brillants au cours du XXe siècle. Ces aides étatiques en réalité ne garantissaient pas la permanence de l'extraction du charbon, mais seulement sa disparition «non traumatique» le temps que d'autres activités se développent dans ces régions (ce qui n'a jamais eu lieu: dans les Asturies les seules activités qui sont apparues dans la moribonde région minière ont été des hôtels et... le trafic de cocaïne); elles ont cependant créé une sorte d'oasis au milieu de la précarisation progressive du panorama social espagnol à travers le renforcement des institutions du syndicalisme jaune et de l'opportunisme politique (PCE, PSOE...) qui avaient la charge de gérer les dons de l'Etat en échange du contrôle des tensions sociales croissantes à mesure que se rapprochait le noir futur de la disparition des mines.

La crise capitaliste qui frappe l'Espagne a accéléré la fin des activités minières dépendant des subventions: il n'y a plus assez d'argent dans les caisses publiques et il n'y a plus d'autre solution que de supprimer ces subventions. Mais le prix à payer est l'éclatement du conflit social dans les zones en question; les prolétaires de ces régions sont descendus dans la rue avec une force considérable, entraînant derrière eux d'autres groupes de travailleurs (professeurs vacataires, travailleurs des transports, etc.), s'en prenant directement aux bénéfices des capitalistes par le blocage des routes et des puits des mines. En de nombreuses occasions les Forces de Sécurité qui, ces derniers temps étaient plus habituées à matraquer des étudiants qu'à des affrontements réels, ont été ébréchées en essayant de mettre fin aux mobilisations des mineurs.

Mais pour assumer ce prix, la bourgeoisie peut compter sur des alliés très puissants qui se trouvent dans les rangs des prolétaires en lutte pour leurs conditions de survie. Les grands (et moins grands) syndicats jaunes qui contrôlent les régions minières (les Asturies sont par exemple l'une des régions espagnoles au taux de syndicalisation le plus élevé et elles sont le bastion de l'UGT – syndicat lié au parti «socialiste» – et de ses filiales locales, SOMA et FIA, comme des CC.OO – syndicat autrefois lié aux staliniens du PCE) oeuvrent à lier les revendications des travailleurs de la mine à une espèce de «bien commun» régional ou national dont feraient partie en premier lieu les capitalistes propriétaires des mines et la bourgeoisie locale. Selon cette orientation les prolétaires devraient lutter, non pour leur salaire ou même pour leur poste de travail, mais pour la défense de l'industrie minière, pour la défense des subventions étatiques aux entreprises et pour l'avenir industriel de la région. Ils devraient en

manifestation qui devait couronner la dite «Marche Noire» se termina par des affrontements devant le Ministère de l'Industrie et dans la zone du stade Santiago Bernabéu après des charges de la police et les ripostes des manifestants. Dans l'après-midi une manifestation de solidarité avec les mineurs dans le centre de Madrid s'est également terminée par des affrontements et des arrestations.

somme lutter pour leur exploitation, pour cette exploitation qui hier les faisait crever plusieurs mètres sous terre et qui aujourd'hui les jette dans le chômage et la misère. Les forces de l'opportunisme politique et syndical, particulièrement fortes dans ces régions à haute concentration industrielle, cherchent toujours la solidarité entre les classes, la soumission des intérêts prolétaires aux intérêts supérieurs de la patrie, aux nécessités de l'économie...

La fameuse Marche Noire est un grand exemple de la façon dont se combine, dans le cadre de la dure lutte livrée par les mineurs des Asturies, de Léon et de Castille, cette politique de conciliation interclassiste avec l'effort de briser la véritable force des prolétaires qui consiste dans l'emploi des méthodes et des moyens de classe. La force des mineurs durant ce conflit (et dans les conflits précédents, principalement dans les années 80) a résidé dans leur capacité à attaquer directement, par la grève et le sabotage, les intérêts capitalistes; c'est la raison pour laquelle ils ont pu recueillir la solidarité de nombreux autres secteurs prolétaires des zones touchées; et c'est la raison pour laquelle cette solidarité, basée sur l'unité de classe qui apparaît dans la lutte quand celle-ci est menée avec des moyens classistes, a véritablement renforcé leur lutte.

Quand les agents du syndicalisme jaune imposent une marche médiatique sur Madrid pour manifester devant le Ministère, ils coupent la lutte de ses fondements pour la réduire à une spectaculaire et triste manifestation démocratique de confiance en la bonne volonté d'une bourgeoisie qui ne laisserait pas couler toute une économie locale (et avec elle les subventions de ces syndicats!). La Marche Noire, dirigée par ceux qui ont pendant des décennies sacrifié les prolétaires de ces régions sur les autels de la rentabilité capitaliste, a été une tentative de transformer la lutte en une scène de théâtre où se joue une parodie de la lutte de classe. Des mineurs vedettes qui déjà ne sont plus des prolétaires mais des «héros», appuyés par des mairies de gauche et de droite et dont les louanges sont chantés par toute la scorie intellectuelle... tout le contraire des leçons que le prolétariat doit tirer du conflit qui se mène dans les régions minières et que l'on essaye ainsi de liquider.

Les prolétaires des bassins miniers, comme ceux qui sont descendus dans les rues de Madrid et d'autres villes pour les accueillir, se trouveront, à brève échéance, devant l'alternative de lutter pour défendre leurs conditions de vie ou de souffrir dans leur chair toutes les dures conséquences de la crise capitaliste. Les réformes et les ajustements des derniers mois le démontrent noir sur blanc.

Mais pour lutter les prolétaires devront rompre avec la nauséabonde tradition démocratique qui infeste aujourd'hui leur classe. Ils devront se libérer des illusions interclassistes qui font rêver à une solution de la crise par un «accord» entre les ouvriers et les patrons, ils devront rejeter les idées de conciliation sociale... mais surtout ils devront retrouver les méthodes et les moyens de la lutte classiste, ceux qui s'attaquent réellement au bénéfice capitaliste et qui leur permettent de vaincre, même temporairement. La grève illimitée, sans préavis ni service minimum, les piquets pour l'imposer, la constitution d'organes prolétaires pour la lutte qui ne disparaissent pas avec celle-ci mais se maintiennent dans le temps, etc., ce sont là les enseignements que tous les prolétaires doivent tirer afin que la générosité et la détermination avec lesquelles ils ont mené la lutte dans les mines et ou avec lesquelles ils sont descendus dans les rues de Madrid ne soient pas perdues.

Pour la défense intransigeante des conditions de vie et de travail du prolétariat !

Pour la lutte prolétarienne avec des moyens et des méthodes de classe !

Pour la rupture avec les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat !

Pour la reprise de la lutte de classe !

13/07/2012

Suplementos número 16 y 17 :
Ver el sumario
en nuestro sitio web
www.pcint.org

Suplemento N° 16 Venezuela
al N. 49 de
«el programa comunista»
Mayo de 2012

Suplemento N° 17
al N. 49 de
«el programa comunista»
Junio de 2012

production et la solidarité des travailleurs avec la bourgeoisie au nom d'un intérêt commun pour lequel il faut accepter de se sacrifier, ces syndicats collaborationnistes et défaitistes se chargent de maintenir la classe prolétarienne pieds et poings liés face aux coups qui lui sont adressés de toute part. Ils n'organisent que des manifestations symboliques, des grèves concoctées à l'avance avec les patrons et le gouvernement, ils désorganisent systématiquement sur les lieux de travail toutes les tentatives de lutte contre les conditions de vie particulièrement pénibles qui se généralisent partout. Deux grèves générales en trois ans et une dizaine de manifestations annoncées à grand bruit mais qui n'ont rien été d'autres que des soupapes de sécurité pour faire diminuer la tension sociale afin que le cycle du profit capitaliste puisse continuer à fonctionner sans grave obstacle de la part des travailleurs.

De leur côté, les mobilisations des couches sociales intermédiaires commencées le 15 mai de l'année dernière, ont suivi exactement la ligne que suivait nécessairement les forces dirigeantes de ce mouvement dit des "indignés": défense de la démocratie, foi dans la collaboration entre les classes pour résoudre de manière satisfaisante pour toute la société les problèmes posés par la crise capitaliste, etc. Sous cet aspect le prolétariat est pris en tenailles: d'un côté la direction défaillante et conciliatrice des syndicats jau-

nes; de l'autre les tendances réunies sous le drapeau de la spontanéité et de l'autonomie, qui expriment sans doute un profond malaise social, mais qui, de fait, se retrouvent avec les premiers, démontrant une fois de plus que la lutte de classe ne se résume pas à une forme d'organisation.

Mais face à ces forces politiques et idéologiques qui oeuvrent pour que le prolétariat reste victime des méfaits d'un monde qui semble complètement irrationnel et en même temps le seul possible, d'autres forces matérielles, d'une profondeur et d'une envergure bien plus grandes, sont à l'oeuvre dans le sous-sol social, minant tous les équilibres entre les classes sociales et tendant à rompre les entraves qui freinent la réaction de la classe ouvrière. Aujourd'hui cela n'arrive encore, précisément que de façon tendancielle, à travers des événements épisodiques qui peuvent disparaître rapidement, mais qui, sans l'ombre d'un doute tracent un chemin.

Les grèves des mineurs des Asturies (qui pour la première fois depuis des décennies ont entraîné d'autres secteurs dans la lutte) et celles des travailleurs du secteur naval de Vigo sont deux exemples qui témoignent non seulement que l'affrontement social reviendra sur le devant de la scène, mais qu'il le fera de la manière la plus adéquate pour lutter et imposer ses intérêts de classe immédiats.

En effet, même la presse de la gauche bourgeoise a reconnu que le plus inquiétant

dans les luttes des Asturies est la réapparition "des scènes de guérilla urbaine des années 80 dans laquelle risque de tomber la région". La grande crainte des patrons, des bourgeois mais aussi des directions syndicales jaunes, est en effet que les prolétaires se placent sur le terrain de l'affrontement ouvert, classe contre classe.

Bien plus que la "guérilla", ils redoutent que les prolétaires recourent aux moyens et aux méthodes leur permettant de faire reculer leur ennemi de classe par les dommages causés à la production par des grèves illimitées, des piquets organisés pour faire cesser le travail non seulement dans une usine, mais des zones entières, l'extension de la solidarité et de la lutte aux autres travailleurs.

Il suffit de voir la différence de traitement des autorités: d'un côté, la plus grande permissivité envers les protestations inutiles, les manifestations rituelles qui ne débouchent sur rien, les actions symboliques; de l'autre, la répression envers les grèves ouvrières, même quand elles sont encore contrôlées par les forces collaborationnistes.

Mais il suffit de voir aussi que cette répression déchaînée contre les travailleurs par la police ou la *Guardia Civil* est impuissante à arrêter la lutte.

Les prolétaires peuvent vaincre dans la lutte. Et ils pourront sortir de la situation de défaite permanente où ils se trouvent aujourd'hui, à condition de revenir à l'affron-

tement ouvert avec leurs ennemis de classe. A condition qu'ils soient prêts à combattre en prenant en mains leur lutte, en défendant leurs seuls intérêts de classe, y compris au niveau le plus immédiat et concret, en retrouvant en définitive les moyens et les méthodes de la lutte classiste.

Ces méthodes consistent à étendre l'unité de classe dans toutes les situations, à surmonter la concurrence que se livrent entre eux les prolétaires, à s'attaquer réellement à la production pour faire reculer les patrons, à se défendre contre les attaques lancées par les corps répressifs de l'Etat pour liquider la lutte.

Les prolétaires peuvent et doivent entrer en lutte, mais ils ne pourront le faire réellement que s'ils arrivent à se placer sur le terrain de la lutte de classe, par conséquent non seulement dans la lutte économique défensive ou offensive, mais aussi dans la lutte politique, révolutionnaire, dont l'organe est le parti de classe. Sinon ils seront condamnés à rester dans l'obscur tunnel de misère et d'exploitation où la bourgeoisie les a placés.

Pour la reprise de la lutte de classe!

Pour la défense intransigeante des méthodes et des moyens de la lutte de classe!

Pour la reconstitution du Parti Communiste, International et Internationaliste!

11/06/2012 - (tract diffusé par nos camarades en Espagne)

Sauvetage du système bancaire espagnol

Pour sauver leur économie, les bourgeoisies espagnole et internationale promettent aux prolétaires plus d'exploitation, plus de souffrance et plus de misère

Lors du week-end des 7 et 8 juin un accord a été conclu entre l'Espagne et les grands pays de la zone euro sur un plan de «recapitalisation» des banques de la péninsule qui pourrait aller jusqu'à cent milliards d'euros. Inquiets devant la détérioration rapide de la situation financière de l'Espagne, les pays de l'eurogroupe faisaient pression depuis plusieurs jours sur le gouvernement Rajoy pour qu'il se décide rapidement à leur demander de l'aide - ce qui signifie aussi se soumettre à leur contrôle financier.

Le ministre espagnol de l'économie, Luis de Guindos a affirmé cyniquement ce week-end que l'intervention de l'eurogroupe dans le secteur financier du pays n'est pas un sauvetage, mais seulement un prêt à des conditions avantageuses; ce prêt, dont toute l'économie devrait profiter, aurait été accordé gracieusement par les principales économies européennes solidaires d'un partenaire en danger. Evidemment c'est tout à fait par hasard que cette annonce a été faite le jour où la sélection espagnole jouait son premier match de football dans le Championnat d'Europe...

Il faut dire tout d'abord que les conditions accordées par les pays européens sont plus favorables que celles obtenues du secteur financier privé (3% selon certaines sources, alors que le Trésor espagnol emprunte à 10 ans au taux de 6%); mais la réalité est que le prêt - appelé sans rire "ligne de crédit" - est accompagné d'une série d'exigences relatives tant au système fiscal (augmentation des impôts à travers une augmentation de l'assiette fiscale pour ce qui est des impôts directs, et augmentation des impôts indirects) qu'au marché du travail (nouvelles réformes du code du travail pour réduire encore plus toutes les mesures un peu favorables aux prolétaires en ce qui concerne les licenciements, les contrats de travail, etc.), et en général aux garanties sociales qui existent encore (pensions, allocations de chômage, etc.).

De plus, les ministres des finances des pays impliqués dans le sauvetage ont averti qu'ils allaient prêter une attention particulière aux indices macroéconomiques de l'Espagne, exactement comme pour l'Espagne, l'Irlande et le Portugal qui, en pratique ont du plus que d'autres pays cédé une partie de leur souveraineté nationale en matière économique aux pays prêteurs. En Espagne comme dans n'importe quel autre pays, les courants réactionnaires hissent le drapeau de la «souveraineté nationale» contre les diktats de la Commission Européenne ou de l'Allemagne et préconisent une politique nationaliste pour défendre les intérêts natio-

naux: il s'agit d'une orientation tout aussi anti-prolétarienne et collaborationniste de classe que celle dite «de gauche» qui implore que les prolétaires ne soient pas les seuls à faire des sacrifices pour l'intérêt national.

Ensuite, le sauvetage n'aura rien de gratuit; les pays qui l'accordent qui sont les principaux impérialismes européens directement impliqués dans le prêt ainsi que les pays qui, les USA à leur tête et le FMI comme agent, ont participé à la définition du plan, n'accourent pas au secours de la bourgeoisie espagnole de manière désintéressée. Dans le monde capitaliste, la concurrence entre patrons d'entreprises particulières comme entre Etats nationaux des patries bourgeoises, est le démiurge qui détermine les conditions d'existence de chacun.

Si les bourgeoisies allemande et française surtout, mais aussi américaine, interviennent dans l'économie espagnole c'est parce que le niveau d'imbrication du capitalisme super-développé existant sur la planète est tel qu'il n'existe pas d'économies isolées du reste du monde et que toutes dépendent les unes des autres: une entreprise américaine ou allemande peut avoir dans ses actifs financiers des bons du trésor ou des titres espagnols.

L'importance particulièrement grande du système financier espagnol qui domine non seulement en Espagne mais aussi en Amérique Latine, signifie que sa faillite pourrait emporter y compris l'euro et l'alliance interimpérialiste qu'est l'Union Européenne; la panique pourrait frapper durement le système du crédit non seulement au niveau européen mais aussi mondial, aggravant la crise récessive qui touche un pays après l'autre. Le sauvetage du système bancaire espagnol, même s'il est limité dans le temps est en réalité une démonstration de la gravité de la crise économique internationale.

Le sauvetage de son système bancaire est, à n'en pas douter, un cadeau empoisonné pour la bourgeoisie espagnole, qui n'a cependant pas d'autre choix que de l'accepter, la pression exercée sur elle par les autres

bourgeoisies ne lui laissant pas d'autre issue. Mais ce sauvetage n'est qu'un degré supplémentaire dans la crise qui frappe le pays depuis 4 ans. Le capital financier est la conséquence de la fusion à l'époque impérialiste du capital industriel et du capital bancaire, unis pour affronter le niveau de complexité engendré par la concurrence capitaliste. Le développement du capital financier en Espagne qui est passé d'une situation précaire au début des années 90, à une importance notable au niveau mondial vingt ans plus tard est le résultat du fort développement productif du pays à partir de 1987 au moins, développement guidé par une expansion démesurée du secteur immobilier; à son maximum il mettait en mouvement une somme de crédits bancaires équivalant à 102,6% du PIB.

Il n'existe pas de développement financier indépendant de la production et la chute du secteur financier depuis un an, qui a culminé avec l'appel au sauvetage lors du dernier week-end, est la conséquence de la chute de la production en Espagne: un recul de 5% pour les 4 dernières années. Pour ces mêmes raisons, ni le sauvetage du système bancaire, ni une intervention plus large et plus durable, ni aucune mesure se limitant à des transferts de crédits pour combler les déficits de l'économie, ne pourra avoir de résultat tant qu'il n'y aura pas de reprise de la production; et à ce propos le FMI prévoit une baisse du PIB de 4,1% en 2012 et de 1,6% en 2013 (si tout va «bien»!), soit une baisse en 2 ans de la même ampleur que celle des 5 dernières années.

Comme l'exemple grec l'a montré à la bourgeoisie de tous les pays, les efforts financiers pour essayer de sauver les situations les plus critiques de la crise dans certains pays ne peuvent réussir si le niveau général de la production ne recommence pas à croître; mais ceci n'est possible que lorsque le taux de profit, que la concurrence acharnée entre bourgeois a fait tomber en chute libre, se rétablit à des niveaux suffisants. Pour restaurer ce taux de profit, le programme bourgeois est simple et sans équivoque: augmenter exponentiellement l'exploitation subie par les prolétaires, de façon à ce que la plus-value extorquée soit suffisamment importante pour rendre la production à nouveau rentable.

Voilà quel est le sens des réformes structurelles, des coupures et autres mesures «d'urgence» qui fleurissent aujourd'hui dans tous les pays et qui ont jeté les prolétaires de Grèce ou du Portugal dans des conditions semblables à celles des prolétaires des pays capitalistes les moins développés.

Le prolétariat n'a pas encore été capable d'opposer une résistance efficace à ces mesures qui vont le plonger dans une situation critique (et qui ne constitue qu'une première vague). Tant qu'il est paralysé par les forces

de la collaboration entre les classes, de la défense de la nation présentée comme un intérêt commun avec la bourgeoisie, de la défense en dernière analyse de la concurrence entre travailleurs, le prolétariat ne peut réussir à défendre ses propres intérêts de classe face à la détérioration de ses conditions de vie. L'opportunisme politique et syndical le soumet aux besoins de la bourgeoisie, cantonnant son mécontentement à des protestations démocratiques complètement étrangères aux méthodes classistes; les grèves convoquées avec un préavis et respectueuses du service minimum sont rendues inefficaces, les manifestations se réduisent à des processions symboliques, de façon à ne pas heurter les intérêts capitalistes: la véritable lutte prolétarienne est ainsi complètement rayée de la carte.

La crise capitaliste ne peut avoir dans aucun pays de solution pacifique! La concurrence acharnée qui caractérise les relations économiques, financières, politiques et diplomatiques entre les entreprises, les trusts et les Etats au niveau mondial, ne disparaît pas avec la crise; elle s'accroît au contraire, poussant les centres impérialistes plus puissants à écraser les plus faibles. La guerre commerciale et financière qui caractérise partout la vie du capitalisme ne peut qu'accroître les affrontements qui déboucheront, tôt ou tard, sur une guerre ouverte. Les solutions capitalistes à la crise économique ne peuvent que préparer les conditions pour des crises plus graves, jusqu'à la guerre entre Etats, qui ne pourra être arrêtée que par la révolution prolétarienne. A la guerre entre les Etats, il faut opposer la **guerre entre les classes!**

C'est le prolétariat qui doit sortir de sa crise, qui doit en finir avec l'impuissance où il se trouve actuellement pour organiser sa lutte de classe à grande échelle.

Ce n'est qu'avec la reprise de la lutte de classe, non seulement pour les objectifs de défense immédiate qui se posent aujourd'hui, mais aussi pour la constitution de son parti politique de classe, le parti communiste internationaliste et international - l'organe de la révolution prolétarienne - qu'il deviendra possible d'en finir définitivement avec les crises, la misère et l'exploitation, et de remplacer la société capitaliste par la société future de l'espèce humaine.

La crise capitaliste n'a pas de solution pacifique!

Pour que le prolétariat sorte de sa crise politique et organisationnelle et reprenne le chemin de l'affrontement entre les classes!

Pour la reprise de la lutte de classe prolétarienne! Pour la révolution communiste prolétarienne!

Pour la reconstitution du parti Communiste Mondial!

11/06/2012

Lutte étudiante au Québec

(Suite de la page 1)

nement a décrété la loi 78 qui oblige tout rassemblement de plus de 50 personnes à fournir son itinéraire au moins huit heures à l'avance sous peine d'être considéré illégal. Les forces policières ont le mandat d'arrêter les manifestants qui refusent de se disperser. Des amendes exorbitantes sont aussi prévues pour toute organisation, plus particulièrement étudiante, qui refuse de se conformer à la loi. Des arrestations massives ont suivies l'adoption de cette loi, lors des manifestations déclarées «illégales» par le service de police de Montréal.

Mais la détermination des manifestants, qui englobaient bien plus que des étudiants y compris même des militants syndicaux et de groupes populaires, n'a pas faibli et la police tout en déclarant les manifestations illégales a laissé les manifestants marcher soir après soir. Le 22 mai, une gigantesque manifestation qui a rassemblé plus de 300 000 personnes selon les organisateurs a enfreint la loi 78 en changeant d'itinéraire en cours de route sans prévenir les forces policières et ces dernières furent incapables de mettre un terme au rassemblement et de procéder à des arrestations massives. Fin juin, bien que le gouvernement ait fermé les universités pour 3 mois, des dizaines de milliers de personnes manifestaient encore à Montréal et Québec.

* * *

Les journalistes ont signalé un renouveau du nationalisme québécois dans le mouvement étudiant. Bien que ce renouveau soit très relatif l'adversaire direct se situant à Montréal et non à Toronto, il n'a rien d'étonnant: historiquement la lutte pour l'accès à l'éducation a toujours fait partie intégrante de la lutte du nationalisme québécois, notamment lors de la «Révolution Tranquille» dans les années 60. Le développement du capitalisme québécois a eu comme conséquence, exactement comme dans les autres pays capitalistes développés en pleine croissance à la même époque, un accroissement du nombre d'étudiants pour répondre au besoin de salariés et techniciens hautement qualifiés ainsi que d'un encadrement du prolétariat à différents niveaux. En 1966 l'ONU appelait ainsi les Etats membres à assurer le libre accès de tous à l'enseignement supérieur et préconisait l'instauration de la gratuité de l'enseignement (1); la «démocratisation» tant vantée de l'enseignement supérieur (démocratisation toute relative, car les enfants d'ouvriers ont toujours connu les plus grandes difficultés pour y accéder) au moyen de subventions, de systèmes de bourses d'études, etc., était une nécessité pour le capitalisme qui traversait alors une période d'expansion continue.

La forte croissance de l'accès à l'enseignement supérieur et universitaire et la poussée du nationalisme québécois ont été deux aspects liés à la montée en puissance de la fraction québécoise du capitalisme canadien et de ses efforts pour conquérir une place plus importante dans le cadre de l'Etat canadien (ou pour prendre la voie de l'indépendance si cela n'était pas possible). Par ailleurs au Québec comme partout, le développement de l'enseignement était devenu, grâce à cette «démocratisation» de l'enseignement, un moyen pour certains éléments issus du prolétariat d'échapper à leur condition sociale et d'accéder à la petite-bourgeoisie: c'était la voie royale du fameux «ascenseur social» qui fonctionnait vraiment à ce moment-là. En ce qui concerne la petite-bourgeoisie, c'était un des moyens privilégiés pour assurer à ses enfants le maintien dans cette classe.

La bourgeoisie québécoise, par l'intermédiaire tant du Parti Québécois nationaliste bourgeois que du Parti Libéral fédéraliste, a conservé le gel des frais de scolarité au niveau universitaire pendant plusieurs années, de 1994 à 2007. Cependant la situation actuelle de crise économique internationale impose partout aux gouvernements bourgeois de donner un tour de vis pour maintenir ou restaurer les taux de profits du capitalisme, non seulement par un renforcement de l'exploitation directe du prolétariat, par des cou-

pures dans les dépenses sociales, mais aussi en se débarrassant des couches petites-bourgeoises peu productives ou parasitaires.

Les deux principaux partis de la gauche réformiste québécoise, Québec Solidaire et le nouveau parti indépendantiste Option Nationale, ont assuré les étudiants de leur appui et ils ont même pris position en faveur de la gratuité scolaire de la maternelle à l'université, revendication mise en avant par l'ASSÉ (Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante), syndicat étudiant démontrant une certaine combativité et qui est en grande partie l'instigateur du mouvement actuel de grève.

Mais que valent les promesses des partis réformistes qui veulent surtout se positionner par rapport à d'éventuelles élections anticipées?

Les mesures actuelles ne sont pas dues à la méchanceté particulière du gouvernement Charest; elles s'inscrivent dans une tendance globale du capitalisme confronté à une crise générale de surproduction qui impose aux gouvernements bourgeois de droite ou de gauche de prendre des mesures d'austérité antiprolétariennes et antisociales toujours plus prononcées, afin de trouver une solution même temporaire aux difficultés économiques. Il est également vain d'essayer de négocier avec le gouvernement de nouveaux moyens de financement, comme le font d'autres syndicats étudiants: aujourd'hui il y a trop d'étudiants et qui coûtent trop cher par rapport aux besoins du capitalisme au Québec.

* * *

L'importance, la durée de la lutte des étudiants et l'écho favorable qu'elle rencontre auprès d'une partie importante de la population en dépit de l'hostilité des médias, tout cela démontre que nous sommes en présence de quelque chose de **bien plus large** qu'une simple lutte étudiante corporatiste. Les dizaines ou centaines de milliers de personnes – petits-bourgeois et prolétaires – qui se mobilisent dans des manifestations ne le font pas seulement par amour de la démocratie et pour soutenir les étudiants, mais parce qu'ils se sentent eux aussi menacés par l'offensive capitaliste et qu'ils craignent instinctivement de subir leur sort: exploitation accrue, prolétarisation, répression. L'offensive capitaliste menace de précipiter les couches petites-bourgeoises (ou les aspirants à la petite-bourgeoisie) dans le prolétariat, suscitant leur révolte sous une forme ou sous une autre. Il est inévitable que cette révolte se fasse d'abord sous une orientation réformiste, basée sur l'aspiration au retour à la période antérieure du capitalisme où la forte croissance économique garantissait leur statut social privilégié par rapport aux prolétaires, et sur la croyance à un capitalisme «humain», «juste», «social», etc.

Mais une partie, même minime, des étudiants réalise sans doute qu'avec ou sans diplômes, ils risquent d'être condamnés à partager le sort des prolétaires; les meilleurs éléments peuvent et doivent se rendre compte que leur adversaire véritable est en définitive non un gouvernement réactionnaire, mais le capitalisme lui-même et ses lois inflexibles. Ils peuvent alors comprendre que, si elle veut être fructueuse, la lutte doit dépasser l'aspiration étriquée et sans espoir à un statut social privilégié, pour s'inscrire dans une lutte bien plus large et à bien plus long terme: **la lutte de classe des prolétaires contre le capitalisme.**

Ce n'est évidemment pas cette orientation que défendent les organisations étudiantes, ni les divers groupes d'extrême gauche.

La CLASSE, présentée généralement comme l'association étudiante la plus combative, agit une perspective qui semble plus radicale que celle préconisée par les fédérations étudiantes collégiales et universitaires (FECQ et FEUQ), et c'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement voulait l'exclure des négociations qui se sont tenues à la mi mai (elle y a finalement participé et accepté le compromis presque unanimement rejeté par les étudiants grévistes); mais en réalité cette perspective ne sort pas du cadre petit-bourgeois démocrati-

que. Son évocation d'une «grève sociale» et son appel aux syndicats pour qu'ils soutiennent la lutte ne peut faire illusion. Les organisations syndicales ont déjà en réalité été appelées au secours par... le gouvernement, afin qu'en serveurs éprouvés du capitalisme, ils conseillent aux étudiants de faire des compromis, de respecter la légalité et de rejeter les formes de lutte les plus efficaces. Les appareils syndicaux existants sont des organismes de **collaboration de classes** qui, au mieux, négocient les revendications ouvrières avec les patrons tout en contenant les luttes afin qu'elles ne remettent pas en cause la paix sociale, et au pire sabotent ouvertement ces luttes.

Comment pourraient-ils aider les étudiants à enfreindre la loi 78, alors qu'ils se sont bien gardé d'appeler au mois de mai les cheminots en grève de la *Canadian Pacific Railway* à désobéir au décret adopté par le gouvernement fédéral ordonnant la reprise du travail?

Comment pourraient-ils organiser un soutien véritable à la lutte étudiante, alors qu'ils ne veulent ni ne peuvent organiser le moindre soutien réel aux prolétaires lockoutés et en général aux luttes des travailleurs? Tout ce qu'ils peuvent faire, dans le meilleur des cas, c'est faire voter des motions de soutien qui n'engagent à rien.

Quant à la «grève sociale», il semble qu'il s'agisse d'une grève... interclassiste où toute la population serait appelée à cesser son activité pour défendre les étudiants et la démocratie (2).

De leur côté, les organisations d'extrême-gauche soutiennent les revendications générales des étudiants comme le «droit à l'enseignement pour tous», contre la «marchandisation de l'enseignement» et appellent les travailleurs à soutenir leur lutte. Cela revient à les appeler à lutter pour des perspectives et des intérêts de classe qui ne sont pas les leurs!

La lutte contre la marchandisation de l'enseignement est une utopie petite-bourgeoise: sous le capitalisme **tout** l'enseignement est entièrement modelé et strictement conditionné par les lois de ce mode de production; il est aussi impossible d'envisager un système d'enseignement qui y échappe qu'un Etat au dessus des classes. Pas plus que les autres institutions étatiques ou para étatiques, l'école et l'université ne peuvent être tranquillement réformées pour être mises au service du «peuple» ou des exploités, contrairement à ce que voudraient faire croire tous les défenseurs du capitalisme.

C'est pourquoi la revendication **politique** prolétarienne n'est pas une réforme de l'institution scolaire et universitaire, sa démocratisation, l'accès gratuit à l'enseignement supérieur, la «non-marchandisation» de l'enseignement; mais la **destruction** de l'école et de l'université bourgeoises, au même titre que les autres institutions de l'Etat bourgeois, pour laisser place, dans une société sans classes, à de nouvelles formes d'enseignement des jeunes et moins jeunes qui ne déboucheront plus sur la formation de spécialistes socialement privilégiés. Bien entendu cet objectif passe par la **révolution** et la **prise du pouvoir** par le prolétariat

Il ne fait aucun doute que les prolétaires ne peuvent pas rester indifférents devant les difficultés et les luttes de la petite-bourgeoisie (ou des aspirants petits-bourgeois que sont les étudiants); il ne fait aucun doute qu'il leur faut s'opposer à toutes les mesures répressives prises par les pouvoirs bourgeois contre les étudiants – non pas pour des raisons humanitaires et démocratiques, mais dans leur intérêt strict de classe, parce que les mêmes mesures sont (et seront) employées contre leurs propres luttes: la lutte contre la répression bourgeoise, contre les lois «liberticides» fait partie de la lutte prolétarienne élémentaire.

Plus généralement, les prolétaires ne peuvent rester indifférents parce que l'attaque encaissée par la petite-bourgeoisie fait partie de l'offensive capitaliste générale dont ils sont la cible fondamentale. S'il fallait faire la démonstration à l'intérêt qu'ils ont à ce que cette attaque échoue, il suffirait de lire un éditorial du principal quotidien bourgeois québécois, selon lequel si le gouvernement cédait aux étudiants «il n'y aurait plus moyen d'apporter quelque réforme que ce soit au Québec» (3), étant entendu que par «réforme», les bourgeois entendent mesure antiso-

ciale et anti-ouvrière.

Mais cela ne signifie pas du tout que les prolétaires doivent se mobiliser et entrer en lutte pour défendre la position sociale des couches petites-bourgeoises, alors même qu'ils connaissent déjà les plus grandes difficultés à se mobiliser pour leur propre cause!

L'orientation prolétarienne n'est pas de servir d'auxiliaire aux aspirations des étudiants, de soutenir leurs perspectives, donc se porter sur leur terrain de la réforme des institutions de l'Etat (ou de défense des anciennes modes de fonctionnement des institutions) et de l'ordre social bourgeois; mais de les appeler à se mettre sur le **terrain propre du prolétariat**, qui est celui de la **lutte de classe** contre cet Etat bourgeois et contre le capitalisme: **c'est contre le capitalisme qu'il faut lutter! Non pour une réforme démocratique, mais pour la révolution communiste!**

Les réformistes sont déjà à l'oeuvre pour canaliser le «printemps ébèle» dans la voie inoffensive des élections et les tractations entre les partis vont bon train. Mais aucun changement électoral ne pourra arrêter les attaques capitalistes, il servira seulement à essayer de paralyser ceux qui sont frappés.

La lutte des étudiants et l'écho qu'elle rencontre sont le signe que les contradictions sociales s'accroissent inexorablement; elles pousseront tôt ou tard les prolétaires à entrer eux-mêmes en lutte de manière beaucoup moins épisodique et isolée que cela n'a été le cas jusqu'ici. Les oppositions entre les classes, qui en réalité ne cessent jamais sous le capitalisme, vont de plus en plus se manifester ouvertement.

Pour résister aux capitalistes et à leur Etat, les manifestations pacifiques, les orientations démocratiques, les appels à l'opinion publique, devront laisser la place à la **lutte de classe véritable**, opposant les deux classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat. C'est alors que s'affirmera avec une urgence toujours plus pressante le besoin d'un parti de classe, doté d'une perspective claire et sans ambiguïté, fondée sur la défense des intérêts exclusifs du prolétariat, pour diriger et centraliser les luttes avec comme objectif ultime d'en finir avec la dictature du capital et pour l'avènement de la dictature du prolétariat, première étape vers une société sans classes.

Si cela peut sembler aujourd'hui une perspective difficile et lointaine, elle est en réalité la seule **réaliste**, toute autre perspective politique, comme celle d'un retour à «l'époque dorée» de l'Etat-providence ne pouvant que déboucher sur une impasse et un échec.

En cette ère de crise économique de plus en plus généralisée du système capitaliste, il n'y a plus de place pour des réformes sociales permettant de donner des miettes aux travailleurs en échange de la paix sociale. La bourgeoisie veut nous faire payer la crise de son système et seule la lutte de classe nous permettra de repousser ses attaques dont la hausse des frais de scolarité au Québec n'est qu'une des composantes, avant de pouvoir passer ensuite à l'offensive!

(1) Cité dans un article du groupe trotskyste *International Group*. cf <http://www.internationalist.org/quebec-student-strike-against-capita-11205.html>

(2) On peut lire l'appel sur le site bloquonslahausse.com: «Nous ne faisons pas ici un appel à un appui de façade où quelques permanents syndicaux rédigent un communiqué pour réitérer une énième fois leur appui à la lutte étudiante. Nous désirons au contraire appeler à une convergence de l'ensemble de la population québécoise contre les politiques de coupures et de marchandisation des services sociaux et de nos droits collectifs. Seule une généralisation de la grève étudiante sur les lieux de travail pourra rendre cette convergence effective. C'est, donc, un appel à la grève sociale que nous lançons à l'ensemble de la population!» (Souligné par nous). cf www.bloquonslahausse.com/vers-la-greve-generale/vers-une-greve-sociale

(3) *La Presse*, 13/4/12. Avec une morgue toute bourgeoise, l'éditorialiste qualifie la grève étudiante d'«école buissonnière»! cf <http://www.lapresse.ca/debats/éditoriaux/andre-pratte/201204/12/01-4514826-une-crise-artificielle.php>

Amadeo Bordiga - Sur le fil du temps Marxisme et misère

«Battaglia Comunista» Nr. 37, 28 septembre-5 octobre 1949

Paru en 1949 sur le n° 37 (septembre-octobre 1949) de *Battaglia Comunista*, organe alors du parti, cet article écrit par Amadeo Bordiga a été publié anonymement, comme tous les textes du parti, dans la série des «Fils du Temps». Avec ces articles, il s'agissait pour Bordiga, en partant de l'actualité, de rappeler et de préciser les notions théoriques les plus importantes du marxisme. Sans doute les troubles économiques et monétaires d'alors étaient différents de ceux d'aujourd'hui, mais les théorisations bourgeoises sont du même type, tant l'invariance de l'opportunisme répond à l'invariance du marxisme: l'oeuvre de clarification est donc toujours aussi importante.

Cet article est déjà paru en français sur le n°123 du *Prolétaire* (12-25 juin 1972)

HIER

Durant de longues décennies, pendant la période «idyllique» du capitalisme, les rapports de change des monnaies des divers Etats restèrent stables. C'était la période où des fleuves d'encre coulaient pour proclamer la faillite de la vision «catastrophique» de Marx sur la misère croissante, les crises galopantes et l'écroulement révolutionnaire du système économique bourgeois, et où on prétendait la remplacer par une conception évolutionniste affirmant que la structure économique se transformait lentement au moyen de réformes **progressives** tendant à améliorer le niveau de vie des masses.

Des spéculations boursières étaient bien possibles sur les devises des états insuffisamment bourgeois du proche et lointain Orient, sur les titres de rente turque et autres affaires troubles: l'histoire de l'économie capitaliste n'a jamais manqué de «scandales» de grande envergure. Mais c'était une chose aussi certaine que la divine trinité que la livre sterling valait 5 dollars et le dollar 5 francs ou lires dans la zone latine. Bien qu'infestée de féodalisme, au dire des sages, l'heureuse Italie des premières années de Victor le victorieux avait sa lire-papier, cotée certains jours 99,50, 99 et parfois 98 et quelques; c'est-à-dire que pour une lire-papier on avait plus d'une lire d'or et un gramme d'or valait alors moins de 3,60 lires, tandis que les titres d'Etat valaient parfois plus que les cent lires nominales.

La guerre de 1914, qui eut aussi l'aspect d'un cataclysme monétaire, provoqua également dans les visions évolutionnistes et pacifistes un véritable cataclysme. Dans les pays vaincus, la valeur de la monnaie tomba en flèche, d'une façon qui méritait bien qu'on l'appelle progressive. L'Italie, pays victorieux, dut se contenter de voir la lire-papier tomber d'un cinquième à un dix-neuvième de dollar, d'un vingt-cinquième à un quatre-vingt dixième de livre-sterling; de quelques dixièmes de points au dessus de la lire-or à moins d'un cinquième. Sans continuer à citer des chiffres, rappelons que la livre-sterling et le dollar, eux aussi, subirent une secousse, l'une par rapport à l'autre, et tous deux par rapport à l'or.

Laissant de côté les stupidités réformistes, on s'efforça de passer à l'action révolutionnaire, mais, ici en Italie, tout se termina par la stabilisation du pouvoir et de la monnaie de la bourgeoisie.

Les pays vaincus connurent au contraire la tragédie de l'inflation: le mark, le florin, le rouble tombèrent brutalement au millième ou au millionième de leur valeur initiale. A Vienne et à Berlin, les ménagères allaient faire leur marché avec des mallettes pleines de billets et à Moscou on faisait des jeux de mots sur million et citron (mots qui se ressemblent en russe). Par contre, on ne jouait pas sur les mots à propos de replâtrages réformistes et de révolution: les aristocrates, les capitalistes et les politiciens «populaires» et «progressistes» en ont su quelque chose. Vienne, Budapest, Munich et Berlin étaient davantage à portée de mains pour les puissances capitalistes qui avaient vu leur monnaie réévaluée, les politiciens progressistes locaux étaient plus directement manoeuvrés et appuyés par l'appareil international d'après-guerre, institué sous les auspices du dollar pour permettre l'alliance de ces nations et l'autodétermination des peuples, si bien que les insurrections du prolétariat, pour abattre la forteresse du pouvoir politique dans le précipice qui avait englouti la monnaie bour-

geoise, purent être écrasées démocratiquement dans un bain de sang.

Contre le prolétariat russe victorieux, il ne restait plus qu'à passer à l'attaque militaire directe, mais celle-ci fut repoussée au cours des années glorieuses de la révolution. La Centrale mondiale bourgeoise, tentée à Genève dans sa première édition, assurait la défense de l'ordre capitaliste international seulement sur le plan diplomatique, politique et militaire; elle ne répondait pas encore à une planification générale des forces économiques. La Russie de Lénine, qui n'avait pas été vaincue par la force, resta encerclée dans l'état mortel des économies monétaires et mercantiles; elle glissa inévitablement sur la pente du commerce intérieur privé, de la production pour le marché, de la coexistence avec les économies capitalistes, elle se donna une monnaie stable, cotée sur le marché mondial, régessa inexorablement, dégénéra de la révolution au progressisme.

Notre «catastrophisme» marxiste, caricaturé par nos adversaires, avait-il eu raison ou tort? Plusieurs décennies sont passées depuis que personne ne pourra dire pacifiques et idylliques, et pourtant le monstre capitaliste est toujours debout. Dans la polémique sur le tremblement de terre monétaire actuel, dont la présentation tapageuse fait partie de l'obsène danse des propagandes mondiales, opposées et complices, un de ces nombreux bourgeois qui font stupidement le jeu des matamores stalinien, le libéral Guido Cortese, cite une lettre de Marx à Engels de 1855. Nous aimerions la retraduire, bien que sans avoir sous les yeux le texte authentique, dans le langage original de l'école marxiste; mais laissons là comme elle est avec la couleur de ses adjectifs:

«Je viens de recevoir ta lettre, qui découvre d'heureuses perspectives dans la crise des affaires. (...) Les choses vont formidablement bien. En France il y aura un krach (...) (Les points de suspension sont toujours du courtois Cortese). Il me semble que les grands désastres de Crimée vont faire déborder le vase. La crise américaine, que nous avions prévue, est magnifique, et ses répercussions sur l'industrie française ont été immédiates. La misère a déjà atteint le prolétariat. Mais pour le moment il n'y a pas encore de symptômes révolutionnaires car la longue période de prospérité a horriblement démoralisé les masses. Jusqu'à présent, les chômeurs que l'on rencontre dans les rues mendient. Les agressions augmentent, mais à un rythme trop lent.»

Laissons de côté les exorcismes de la feuille libérale devant ces perspectives terribles pour elle, qu'elle assimile -(sans comprendre qu'en fait de polémique elle est au-dessous de tout) à celles dont parle l'*Unità* et qui sont celles dont aurait, selon elles toujours «rêvé» les marxistes.

Le libéral Cortese a compris le marxisme aussi bien que le stalinien Scoccimaro. En réalité, Marx n'a pas combattu contre la misère et pour la richesse du travailleur, comme s'il s'agissait d'un équilibre à rétablir en détruisant les bourgeois au gros ventre. La misère de l'ouvrier ne réside pas dans le bas niveau de son salaire ou le coût élevé des produits qu'il consomme. La victoire du capitaliste dans la lutte de classe ne consiste pas à réduire, à rogner le niveau réel du salaire; il est indiscutable que celui-ci a tendance s'élever s'élève historiquement à travers des périodes progressives, pacifiques, guerrières et impérialistes. Dans notre dictionnaire écono-

mique marxiste, la misère ne signifie pas «basse rémunération du temps de travail». Si le capitalisme monopolise suffisamment de forces productives pour obtenir le même produit avec dix fois moins d'ouvriers, on comprend qu'il puisse tranquillement se vanter d'avoir doublé les salaires. La plus-value relative et absolue augmente énormément et l'accumulation en masse s'accroît; mais nous reviendrons sur ce point à un autre moment. La misère signifie au contraire: «privation totale de réserves économiques pouvant servir à la consommation en cas d'urgence».

L'extension «progressive» de ces conditions dans les populations est la caractéristique historique fondamentale de l'époque capitaliste. A l'époque pré-bourgeoise, l'artisan et le paysan - et même le serf de la glèbe - n'étaient pas réduits au paupérisme, même ceux dont le niveau de vie était le plus bas. Encore moins les membres de la classe moyenne, petits propriétaires, commerçants, fonctionnaires, etc. L'épargne n'avait pas été inventée, il était alors moins facile de les mettre sur la paille. Une bonne partie de la monnaie était encore en or et en argent.

Avec l'accumulation primitive, le capitalisme vide les bourses, les maisons, les champs, les boutiques de tous ces petits-bourgeois, et de plus en plus il en fait des *paupers*, des miséreux, des sans-réserves, des non-possédants, il les réduit à être des «esclaves salariés» au sens de Marx. La misère augmente et la richesse se concentre, parce que le capitalisme augmente démesurément le nombre absolu et relatif des prolétaires sans-réserves, qui doivent manger chaque jour ce qu'ils ont gagné dans la journée. Ce phénomène économique n'est pas changé si chaque jour le salaire de certains d'entre eux, dans certains métiers, dans certains pays, leur permet de se payer

AUJOURD'HUI

Entre les deux guerres, la bourgeoisie qui «ne peut exister sans révolutionner continuellement les modes et les rapports de production et tout l'ensemble des rapports sociaux» a, elle, progressé, appris et retenu. A l'échelle nationale, les cours des professeurs Mussolini et Hitler (qui n'ont par perdu la qualité de précurseurs du fait qu'on ait brûlé leurs cadavres) lui ont appris irrévocablement que le pouvoir étatique à son service n'est pas seulement un appareil policier et un instrument politique de domination et de corruption des chefs du prolétariat dans les parlements et dans les institutions, mais doit devenir un appareil de régulation économique de la production, de la distribution et, *last but not least*, de l'instrument monétaire.

La nouvelle Direction du capitalisme mondial est donc née dotée de beaucoup plus de sagesse qu'à Versailles ou qu'à Genève, mise au monde par des sages-femmes moins primitives que le répugnant Woodrow Wilson. Les commandements du nouveau testament bourgeois sont nombreux et graves; parmi eux: *tu ne manqueras pas d'occuper le pays vaincu; tu fusilleras tes collègues du gouvernement coupables d'avoir été vaincus et tu n'en laisseras pas la charge à la décision de leurs sujets; tu empêcheras la chute de la monnaie du pays occupé, mais tu le rouleras encore plus en mettant en y dépensant des chiffons de papier que tu auras imprimés toi-même; tu ne laisseras pas aller à la dérive la monnaie de tes alliés plus faibles, mais tu en contrôleras la valeur...*

Avec ces principes et quelques autres, la nouvelle Direction, qu'on l'appelle l'ONU, la CECA, l'URP, etc., jour le rôle d'une compagnie générale d'assurance suprême contre le péril de la Révolution et, à cette fin, cherche à planifier partout les indices de production, de consommation, de salaires et de profit.

L'inflation effroyable du premier après-guerre mit à nu la «précarité» économique que le marxisme avait dénoncé dans l'économie capitaliste des époques **stables**, et fit éprouver cette précarité aux couches moyennes qui, de l'aisance illusoire qu'elles connaissaient, furent précipitées dans la situation de sans-réserves.

On vit se réaliser point par point les événements que les progressistes d'aujourd'hui veulent conjurer, avec les requêtes exposées dans la motion du PCI avec

une tranche de viande et une séance de cinéma et, bonheur suprême, un abonnement à l'*Unità*.

Le prolétariat n'est pas plus misérable si le salaire baisse, comme il n'est pas plus riche si celui-ci augmente et que les prix baissent. Il n'est pas plus riche quand il travaille que lorsqu'il est chômeur.

Quiconque est entré dans la classe des salariés est pauvre au sens absolu (ceci n'empêche pas que, dans des cas particuliers, certains puissent en sortir, surtout si les guerres et les invasions démocratiques leur fournissent l'occasion de devenir citoyens de bottes ou maquereaux). Il n'y a pas de relativisme ni de progressisme qui tiennent. Qui a lu une page de Marx et n'a pas compris cela, peut se supprimer sans dommage pour la société. **Ce qui définit le régime du salariat, c'est que celui qui travaille n'accumule pas, et celui qui ne travaille pas accumule.** Ce n'est pas par hasard que le *Manifeste* dit, à propos de la crise que le salaire devient toujours plus **incertain**, et la condition de vie de l'ouvrier toujours plus **précaire**. Salaire incertain, et non plus bas; condition précaire et non plus modeste. Bras dessus bras dessous, le libéralisme de Cortese et les réformes de structures de la direction du PCI pourraient bien remédier à cette seconde version de la misère (si toutefois nous étions dans un pays moins crétinisé); mais à la première version, à la misère au sens marxiste de condition incertaine, de précarité, on ne peut opposer qu'une seule chose: la Révolution. Le capitalisme ne peut pas vivre sans croître, sans exproprier les petits possédants et augmenter le nombre de prolétaires, cette grande armée qui, de son côté, ne peut vaincre en faisant reculer pas à pas l'ennemi, et ne peut viser qu'une seule victoire: celle de l'anéantir sur place.

une plus grande lucidité que dans les professions de foi des Cripps et des Marshall: baisse de la monnaie, sinon le pays est ruiné par le dumping monétaire (lisez: les industriels qui produisent pour l'exportation retirent trop peu de lires de la vente de leurs produits à l'étranger et il leur reste une trop faible marge de profit); dévaluons donc la lire, et une automobile, si elle est vendue 1000 dollars, rapportera, pour le même coût de production, 700.000 lires au lieu de 600.000; mais la valeur officielle de la monnaie doit rester stable, de façon que les prix ne montent pas trop et que la spoliation des couches moyennes est ralentie; une politique de productivité et d'épargne, une politique nationale - que diable! - donc, parce qu'une inflation illimitée provoquerait un bouleversement général. Et, par conséquent, un programme d'investissements (voilà quelque chose qui est vraiment bien!) et de «réformes de structures».

Autre chose que de faire croire - pour éviter que quelque demi-bourgeois indécis se tourne vers les stalinien en apprenant l'existence d'un Atomgrad en Russie - que Togliatti prépare le tremblement de terre en Italie!

De même que la marche sur Rome a été une parodie de la révolution, de même le tremblement de terre actuel dû à la dévaluation de la livre sterling est une étape habile dans le rétablissement du capitalisme anglais, bien servi par le pouvoir travailliste, et non une catastrophe. C'est une parodie de tremblement de terre, étudié, planifié et préparé depuis longtemps sur la voie d'un étalon monétaire unique, fixe et stable dans le monde entier, en tant que premier rempart contre la révolution; il n'y manque que la convention entre le dollar et le rouble.

Ce tremblement de terre, digne de celui de nos fameuses chemises noires, est causé par ces extrémistes que sont les détenteurs de comptes bancaires en livres sterling.

Attendez-vous à voir danser vos sismographes économiques lorsque viendra le tremblement de terre provenant du sous-sol social constitué par ceux qui n'ont ni comptes en banque, ni argent.

Vous passerez alors un plus mauvais quart d'heure qu'aujourd'hui, où «les agressions augmentent, mais à un rythme trop lent». Marx n'est pas le roi Soliveau dont vous vous plaignez.

Le 8 mars: la société bourgeoise fête la double oppression de la femme prolétaire !

Pour se libérer de l'oppression qu'elles subissent sous le capitalisme, les femmes prolétaires doivent s'unir avec leurs frères de classe et lutter comme une classe unique pour abattre le pouvoir politique bourgeois qui maintient l'exploitation salariale du prolétariat et l'oppression domestique des femmes!

Dans la société capitaliste, les conditions sociales du prolétariat sont destinées à se détériorer toujours davantage, et pas seulement à cause des crises économiques : la structure même de la société capitaliste se fonde sur l'oppression systématique de la classe salariée par la classe bourgeoise. Sans l'exploitation du travail salarié, le capital n'aurait aucune force sociale et par conséquent la bourgeoisie qui détient le monopole du capital ne dominerait pas la société.

La vie des prolétaires dépend du salaire ; le salaire est fourni par les capitalistes ou leurs institutions qui achètent aux prolétaires un temps de travail, qu'ils payent le moins possible, parce que c'est de ce temps de travail non payé que naît la plus-value, donc le profit.

Pour vivre, les prolétaires sont obligés de vendre leur force de travail tous les jours ; les capitalistes pour obtenir les profits doivent tous les jours exploiter les travailleurs salariés en appliquant leur force de travail aux moyens de production pour produire des marchandises. L'oppression salariale exercée par les capitalistes sur les prolétaires est nécessaire, indispensable au mode de production capitaliste. Peu importe si les capitalistes sont sans scrupules, brutaux, cruels ou s'ils sont humains, paternalistes et pleins de bons sentiments, ils n'ont pas d'autre choix que d'exploiter les prolétaires et de leur extorquer le maximum de plus-value car il n'y a pas d'autre moyen pour mettre en valeur leur capital, pour faire vivre leur entreprise.

Les innovations techniques continues ont pour but d'augmenter la quantité de marchandises produites dans le même temps, ce qui signifie qu'elles diminuent le nombre de travailleurs nécessaires à une même production. Le mode de production capitaliste ne permet à aucune entreprise de diminuer son rythme de production, elle pousse à réduire au maximum les coûts de production et à augmenter la masse de marchandises produites. La concurrence est l'âme du commerce, la production des marchandises à coûts plus bas que les concurrents est le moteur du développement capitaliste. Et tout cela n'est possible qu'en extrayant de la force de travail le plus possible de plus-value, c'est-à-dire de temps de travail non payé.

Le salaire couvre tendanciellement les coûts d'existence des prolétaires : moyens de subsistance, habillements, logement, etc. Le temps de travail nécessaire pour produire la valeur correspondante à ces dépenses ne constitue qu'une partie du temps de travail du prolétaire et cette partie tend à diminuer en raison de l'augmentation continue de la productivité : c'est là un facteur poussant les capitalistes à baisser les salaires. Mais cette baisse du *temps de travail nécessaire*, signifie qu'à horaire de travail égal, le *temps de travail non payé* augmente. De plus les capitalistes tendent à intensifier le rythme de travail des travailleurs, tout en jetant sur le pavé de plus en plus de prolétaires. L'exploitation de la force de travail employée augmente en conséquence de façon exponentielle.

Parmi la masse de temps de travail quotidien non payé, il existe un autre facteur : le travail domestique. A cause du chômage croissant des hommes comme des femmes, la famille prolétarienne, même sans enfants, vit de plus en plus mal, souvent d'un seul salaire et/ou de travail au noir. Le travail domestique, et surtout s'il y a des enfants à élever, retombe habituellement sur la femme prolétaire qui représente alors une force de travail non payée. Elle subit dans la réalité quotidienne une oppression que connaissent les femmes dans toutes les sociétés divisées en classes : les petits travaux domestiques sont pénibles, monotones et abrutissants sans être payés ; pour la société ils n'ont pas de « valeur » ou en tout cas une valeur bien inférieure au travail salarié qui produit un profit. A mesure qu'elle s'est développée, la société bourgeoise a absorbé les femmes (et les adolescents) dans

la production capitaliste, avec des salaires nettement inférieurs à ceux des hommes, tout en leur laissant l'essentiel des tâches domestiques.

La double oppression subie par la femme prolétaire consiste précisément à ce qu'à l'oppression domestique se rajoute une surexploitation capitaliste. Le développement capitaliste, qui dans les pays les plus riches, a conduit à l'épanouissement de la démocratie, à l'éducation des filles, au suffrage universel, à une certaine «libéralisation» des mœurs, n'a en réalité pas fait disparaître le mécanisme social lié à l'oppression des femmes en général ; et pour les femmes prolétaires il a constitué un surcroît de travail et de fatigue !

La base matérielle de la société capitaliste est le mode de production dont la finalité est l'accumulation et la valorisation du capital et qui plie à ses exigences toute la vie sociale. Cela signifie que la «personne», «l'individu» si exaltés, la «liberté» et «l'égalité» des citoyens si vantées, ne sont rien par rapport à Sa Majesté le Capital : le citoyen est digne de considération et de respect dans la mesure où il peut dépenser, acheter, sinon il ne sert à rien et à personne. On comprend alors comment la mentalité bourgeoise qui a pénétré les cerveaux ouvriers sous la puissante pression économique du capitalisme, peut faire penser au prolétaire qui perd son travail qu'il ne vaut plus rien, le plongeant dans les affres de la dépression ou d'une frustration qui peuvent le conduire jusqu'au suicide ou à réagir avec violence peut-être contre les membres du noyau familial qui, selon l'idéologie bourgeoise et le credo religieux, devraient être l'unité économique fondamentale de la société et en même temps le plus sûr refuge contre les maux sociaux.

Et selon cette même mentalité bourgeoise avec laquelle l'idéologie dominante transmet à toutes les catégories sociales les vertus et la puissance de l'argent avec l'inévitable corruption qui en découle – dans une société où tous les mécanismes de la vie sociale dérivent de l'oppression par la classe dominante des couches et classes «inférieures», y compris les femmes – les actes de violence sur celles-ci traduiront une espèce de «droit naturel» à leur faire payer toutes les frustrations, toutes les désillusions, tous les échecs personnels.

Sous la pression matérielle et idéologique bourgeoise et avec l'aide des forces opportunistes qui leur barrent la voie de la lutte de classe, la révolte qui devrait dresser les prolétaires contre le système qui les écrase se transforme parfois en des actes de violence individuels y compris contre eux-mêmes, contre leurs conjoints ou contre leurs enfants.

Ces poussées pourront se transformer en force sociale positive à condition de briser les chaînes de l'individualisme dans lesquelles le capitalisme enferme les prolétaires et d'accéder à la collectivité de classe dans laquelle tous les prolétaires, hommes et femmes, se considèrent comme des compagnons de lutte et non comme des individus en constante compétition entre eux.

Quel que soit le nombre de lois que la bourgeoisie peut inscrire dans ses codes civils et pénaux, l'infériorité sociale des femmes par rapport aux hommes ne disparaît pas, notamment pour ce qui concerne l'avortement et les enfants ; l'oppression de la femme ne pourra prendre fin qu'avec la destruction de la société bourgeoise. La société actuelle foule en effet aux pieds chacun des «droits» qu'elle inscrit dans ses constitutions chacune des protections qu'elle inscrit dans ses statuts, chacune des mesures sociales qu'elle promulgue.

Cela ne signifie pas que les revendications pour des «droits» déterminés, comme par exemple la loi sur l'avortement, au divorce, la disparition des discriminations légales en matière de mariage ou des enfants, etc.,

sont inutiles ; mais d'une part ces revendications ne sont jamais définitivement acquises comme le montrent les continuelles batailles sur l'avortement ou la contraception dans beaucoup de pays, et d'autre part elles ne suppriment pas la racine de l'oppression des femmes : la démocratie ne supprime pas l'exploitation de classe et donc elle ne supprime pas l'oppression de la femme (Lénine), elle la rend plus ouverte, plus évidente. En même temps elle égare les prolétaires en les détournant de leur orientation de classe, c'est la raison pour laquelle elle doit être combattue sans trêve.

La société qui fait de la valeur d'usage de tout produit utile à la vie, une valeur d'échange, qui a fait un commerce systématique de ses principes révolutionnaires – liberté, égalité, fraternité –, qui a plié à l'esclavage salarié la grande majorité des habitants de la planète, et qui a perpétué en l'aggravant l'esclavage domestique des femmes ; la société qui pour assurer le profit capitaliste n'a aucun scrupule à saccager systématiquement l'environnement où nous vivons, à massacrer dans des continuelles guerres de pillage et à exténuier sur le lieu de travail des êtres humains de tout sexe et de toute race par centaines de millions ; cette société du capital n'est pas réformable !

Elle devra être remplacée par une société centrée sur les besoins de l'espèce humaine après avoir supprimé le système capitaliste qui est centré sur les besoins du marché.

L'émancipation de l'espèce humaine de la dernière des dominations de classe passe par l'émancipation du prolétariat du travail salarié, donc du capitalisme. Cette émancipation ne peut être réalisée qu'au moyen d'une profonde révolution internationale qui renverse le pouvoir politique de la classe dominante bourgeoise ; alors pourra commencer la transformation de la société en appliquant au mieux les innovations techniques à la production, en éliminant l'énorme masse de production économique inutile ou nocive que le capitalisme a érigé pour des raisons de profit sur les épaules du prolétariat mondial et en supprimant toutes les oppressions qui existent dans la société bourgeoise.

Dans cette lutte pour l'émancipation du prolétariat (et donc pour l'avenir de l'espèce humaine), dans cette lutte de classe révolutionnaire, la femme prolétaire a une place de première importance comme l'ont démontré toutes les révolutions du passé. La guerre des classes entre bourgeoisie et prolétariat, dépasse de loin la «guerre des sexes», en élevant la perspective historique, du terrain nauséabond de la société mercantile, à l'objectif de la société harmonieusement et rationnellement organisée pour la satisfaction des besoins de l'humanité et le développement de la connaissance, sans discrimination de sexe, de race ou de nationalité.

Lutter pour l'émancipation des femmes de leur exploitation domestique et salariale, ne signifie pas en appeler à la conscience des femmes ou des législateurs parlementaires, cela ne signifie pas se rapprocher peu à peu d'une supposée «égalité» juridique.

La lutte pour l'émancipation des femmes est inséparable de la lutte de classe du prolétariat : aucune autre classe ne peut vraiment lutter contre cette double oppression car seul le prolétariat n'a rien à défendre de cette société mais à un monde à gagner par l'avènement d'une société sans oppression après la destruction du capitalisme.

C'est un objectif lointain qui peut paraître aujourd'hui aussi utopique qu'une révolution prolétarienne.

Mais ce qui compte pour l'histoire, ce n'est pas ce qu'une société pense d'elle-même à un moment donné, mais ce qui mûrit dans le sous-sol économique à travers les mille contradictions d'une société divisée en classes. Plus la bourgeoisie réussit à repousser la fin de son règne, et plus les contradictions économiques et sociales du capitalisme s'aggravent au lieu de s'atténuer, en accumulant une gigantesque force explosive.

Ce long et contradictoire processus de maturation des contradictions du capitalisme engendrera inévitablement à un certain point l'affrontement ouvert entre prolétariat

et bourgeoisie au cours duquel la classe exploitée se dressera dans toute sa puissance – comme cela est déjà arrivé lors de la Commune de Paris ou la révolution d'Octobre – exprimant la plus grande force révolutionnaire que l'histoire ait connu.

Que les classes dominantes tremblent devant la force de la révolution communiste parce qu'avec le développement de la grande industrie, la bourgeoisie voit se dérober sous ses pieds la base même sur laquelle elle produit et s'approprie les produits. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inéluctables ! (Manifeste du parti communiste, 1848).

08/03/2012

«La question parlementaire dans l'Internationale Communiste»
(80 pages - Format A5 - 2 €)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste



19

Notre site Internet :
www.pcint.org

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE
2e liste 2012

Aix, réunion de lecteurs d'avril: 160,00 / Aix, juin: 179,90 / Alain: 45,50 / Eric: 7,50 / Jacques: 6,00 / Jean-Paul: 7,50 / Laval: 15,00 / Michel: 2,50 / Paris: 900,00 / Premier mai: 402,00 / Victor: 20,00

Total liste: 1745,90
Total général: 4044,20

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France :
NOUVELLE ADRESSE:
Programme, B.P. 57428
69347 Lyon Cedex 07

Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**